

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

Destinations	Abonnement 1 an		Abonnement 6 mois	
	Ordinaire	Avion	Ordinaire	Avion
Togo, France et autre pays d'expression Française	1 300 frs	3 300 frs	800 frs	1 700 frs
Etranger	1 600 frs	3 750 frs	900 frs	2 300 frs

Prix du Numéro par porteur ou par Poste :

Togo, France et autres Pays d'expression Française	100 frs
Etranger : Port en sus	

ABONNEMENTS, ANNONCES ET AVIS DIVERS

Pour les abonnements, annonces et réclamations s'adresser à l'Edi ego B. P. 891 — Tél. 21-37-18 — Lomé

Les abonnements et annonces sont payables d'avance

La ligne 80 frs

Minimum 250 frs

Chaque annonce répétée : moitié prix :

Minimum 250 frs

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION:

CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE — TELEPHONE 21-27-01 — LOME

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

DECRETS

1981	
6 janv. — Décret n° 81-1 portant nomination du directeur général adjoint de la société nationale d'investissements et des fonds annexes (S.N.I.)	115
8 janv. — Décret n° 81-2 portant autorisation spéciale de dépenses sur le budget autonome du centre hospitalier universitaire de LOME.	115
9 janv. — Décret n° 81-3 fixant les conditions d'intervention de l'Office des produits agricoles du Togo (OPAT) pour les palmistes de la récolte 1981.	115
9 janv. — Décret n° 81-4 fixant les conditions d'intervention de l'Office des produits agricoles du Togo (OPAT) pour le coprah de la récolte 1981.	116
9 janv. — Décret n° 81-5 fixant les conditions d'intervention de l'Office des produits agricoles du Togo (OPAT) pour les graines de ricin de la récolte 1981.	116
9 janv. — Décret n° 81-6 relatif à la fermeture de la campagne d'achat du kapok pour la récolte 1980.	117

ARRETES ET DECISIONS

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

1981	
6 jan. — Arrêté n° 2-CAB-PR-DGPT portant création de bureau des postes et télécommunication à KEVE.	117

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Arrêté portant admission à la retraite.	117
--	-----

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

1981	
19 janv. — Décision n° 43 MFE-FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de l'Association des organisations Africaines de promotion Commerciale (A.O.A.P.C.)	118
19 janv. — Décision n° 45-MFE-FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit du Groupement Togolais d'Assurance.	118
19 janv. — Décision n° 47-MFE-FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de l'Alliance Coopérative Internationale A.C.I. (bureau de l'Afrique de l'ouest à Abidjan).	118
19 janv. — Décision n° 66-MFE-FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit du Groupement Togolais d'Assurances.	118

MINISTERE DU COMMERCE ET DES TRANSPORTS

1981	
15 janv. — Arrêté n° 1-MCT-DCIPC portant homologation des prix de certains produits de la brasserie du Bénin et fixant les prix uniques de détail de ces produits sur toute l'étendue du territoire togolais.	118
15 janv. — Arrêté n° 2-MCT-DCIPC portant fixation des prix de vente du sucre.	119

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

1981

5 janv. — Arrêté n° 2-MTFP portant promotion dans le corps du personnel des postes et télécommunications.	119
7 janv. — Arrêté n° 23-MTFP portant promotion dans le corps du personnel des contributions directes. ...	119
19 janv. — Arrêté n° 63-MTFP portant promotion dans le corps du personnel de la Police.	119
Arrêtés et Décisions portant intégrations, admissions dans divers corps de la fonction publique, titularisations et avancement automatique d'échelon, détachements, révocations, licenciement, rappel à l'activité, acceptation de démission, admission à la retraite, rectificatifs à de précédents arrêtés et décision portant nominations, admissions et absence irrégulière.	120

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, DE L'ENERGIE ET DES RESSOURCES HYDRAULIQUES

1981

21 janv. — Arrêté interministériel n° 1-MTPMERH-MINT-MISE portant entretien des installations hydrauliques.	132
--	-----

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT DES TROISIEME ET QUATRIEME DEGRES ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Arrêté portant nominations.	132
----------------------------------	-----

MINISTERE DU PLAN ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE

1981

12 janv. — Arrêté n° 1-MPRA-CAB portant création d'une direction des affaires communes chargée de la gestion du personnel et du matériel.	133
22 janv. — Décision n° 3-MPRA-DGPD-DFCEP portant autorisation de virement d'une somme en faveur de l'Institut de recherche du Coton et des textiles exotiques (IRCT) à Kolokopé.	133
22 janv. — Décision n° 3-MPRA-DGPD-DFCEP portant autorisation de virement d'une somme au profit des « projets Education à leur compte ouvert dans les écritures du trésorier-payeur du Togo.	133
22 janv. — Décision n° 5-MPRA-DGPD-DFCEP portant autorisation de virement d'une somme au profit du projet pistes rurales (AID-810-TO) à son compte ouvert dans les écritures du trésorier-payeur du Togo.	133
Arrêté portant nomination.	133

MINISTERE DE L'AMENAGEMENT RURAL

Décision portant nomination.	134
-----------------------------------	-----

MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL

Décision portant nomination.	134
-----------------------------------	-----

MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DES SOCIETES D'ETAT

Arrêtés portant nominations.	134
-----------------------------------	-----

DIVERS

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

1981

6 janv. — Arrêté n° 2-MFE-CR portant concession de pension de veuve aux ayants cause de M. Dazie Nutéko.	134
8 janv. — Arrêté n° 3-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Mensah Yao (Casimir).	135

15 janv. — Arrêté n° 4-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Kengbo Anumu (Daniel).	135
19 janv. — Arrêté n° 11-MFE-CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Aziati Amenou.	135
20 janv. — Arrêté n° 13-MFE-CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Kombaté Lamboni Momprien.	135
21 janv. — Arrêté n° 15-MFE-CR portant concession d'une pension militaire à M. Palanga Gnougbawè N'Dèfè N'Doro.	136
21 janv. — Arrêté n° 16-MFE-CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Mensah Thadéus.	136
22 janv. — Arrêté n° 17-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. AKPA Ayikoé Dansou Homékou.	136
22 janv. — Arrêté n° 18-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Perlas Kossi (Félix).	137
22 janv. — Arrêté n° 19-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. ATTISO Efoé (François).	137
27 janv. — Arrêté n° 20-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. GAM Hotounou Yoavi (Benoît).	137
27 janv. — Arrêté n° 21-MFE-CR portant concession d'une pension militaire à M. POUYO N'Gbandèba	138
28 janv. — Arrêté n° 22-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Wilson-Bahun Adjété Tété Agbélenkor.	138
28 janv. — Arrêté n° 24-MFE-CR portant concession d'une pension militaire à M. Alabi Katakiti Affo.	138
28 janv. — Arrêté n° 25-MFE-CR portant concession d'une pension militaire à M. Atchrimi Koumassi Komla.	138
29 janv. — Arrêté n° 26-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. GUEDEHOUSOU Ayayi Akakpo.	139
30 janv. — Arrêté n° 27-MFE-CR portant concession d'une pension militaire à M. Gnamine Dademba.	139
2 fév. — Arrêté n° 27 bis-MFE-CR portant révision d'une pension de retraite à M. MENSAH Vioto Kuassi.	139
2 fév. — Arrêté n° 28-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. BOYODE Akohbana Tani.	139
2 fév. — Arrêté n° 29-MFE-CR portant concession d'une pension militaire à M. Nalou Loukou Tchakou Kossi.	140
3 fév. — Arrêté n° 31-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. ADJEODA Komian (Athanase).	140

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Arrêté portant ouverture de concours.	140
--	-----

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis d'appel d'offres (pour fourniture d'un tracteur à chenilles de 140 CV environ (Rectificatif).	141
Avis d'appel d'offres (pour les travaux de réfection et d'entretien de tronçon de la route de Sokodé — Lama-Kara.	141
Avis de perte de titres fonciers.	141
Avis nécrologiques.	141

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT
DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

D E C R E T S

DECRET N° 81-1 du 6 janvier 1981 portant nomination du directeur général adjoint de la société nationale d'investissements et des fonds annexes. (S.N.I.)

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution, spécialement en son article 34, alinéa 1er ;
Vu l'ordonnance n° 53 du 23 décembre 1971 portant création, organisation et administration de la société nationale d'investissement des fonds annexes,

D E C R E T E :

Article premier. — M. Tse Sila, cadre supérieur, groupe A1, est nommé directeur général adjoint de la société nationale d'investissements et des fonds annexes, en remplacement de M. Afan Kindé, appelé à d'autres fonctions.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 6 janvier 1981

Général d'armée G. Eyadéma

DECRET N° 81-2 du 8 janvier 1981 portant autorisation spéciale de dépenses sur le budget autonome du centre hospitalier universitaire de Lomé

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu les ordonnances n°s 1 et 16 des 14 janvier et 14 avril 1967 ;
Vu la loi n°60-25 du 2 août 1960 portant organisation des établissements hospitaliers de la République togolaise ;

Vu le décret n° 61-14 du 11 février 1961 portant règlement intérieur du centre national hospitalier de Lomé et principalement en son article 35 ;

Vu le décret n° 71-184 du 12 octobre 1971 transformant le centre national hospitalier de Tokoin en centre hospitalier universitaire de Lomé ;

Sur proposition du ministre de la santé publique ;

Le conseil des ministres entendu,

D E C R E T E :

Article premier. — L'ordonnateur du budget autonome du centre hospitalier universitaire de Lomé est autorisé pour le mois de janvier 1981 et suivants :

1 — à engager au titre de la gestion 1981 des dépenses dont le montant calculé sur le budget précédent ne doit pas dépasser le douzième de ce dernier ;

2 — à percevoir pendant ce même laps de temps, les taxes et revenus conformément aux lois existantes.

Art. 2 — Le ministre des finances et le ministre de la santé publique sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 8 janvier 1981

Général d'Armée Gnassingbé Eyadéma

DECRET N° 81-3 du 9 janvier 1981 fixant les conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) pour les palmistes de la récolte 1981.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre du commerce et des transports ;
Vu l'article 15 de la constitution du 9 janvier 1980 ;
Vu la loi n° 64-9 du 22 juin 1964 portant création de l'office des Produits agricoles du Togo (OPAT) ;
Le conseil des ministres entendu,

D E C R E T E :

Article premier — Le prix d'achat aux producteurs des palmistes pour la période du 2 janvier au 31 décembre 1981 est fixé à 52 francs CFA le kilogramme en tous points de traite.

Art. 2 — Par application du barème des frais de commercialisation ci-joint, la valeur à facturer à l'office des produits agricoles du Togo est fixée à 60.503 francs CFA la tonne.

Art. 3 — Les montants des frais de transports supplémentaires que l'OPAT remboursera aux acheteurs agréés sont fixés comme suit :

Région de Tabligbo : 576 francs la tonne

Région de Vo : 400 francs la tonne

Région de Kévé : 270 francs la tonne

Région de Notsé : 900 francs la tonne

Région de Tohou : 2.190 francs la tonne

Région de Kpalimé : 1.548 francs la tonne

Région d'Agou : 1.296 francs la tonne

Région d'Atakpamé : 2.142 francs la tonne

Le remboursement des frais est subordonné à la présentation des tickets de conditionnement afférents à ces transports.

Art. 4 — Le ministre du commerce et des transports, le ministre du développement rural et le ministre de l'aménagement rural sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 9 janvier 1981

Général d'armée G. Eyadéma

CAMPAGNE D'ACHAT DES PALMISTES

BAREME PALMISTES 1981

Francs CFA la tonne

Prix d'achat aux producteurs	52.000
1 Commission, manutention, loyer magasin acheteur produit	834
2 Transport au centre de collecte	1.000
3 Manutention et loyer magasin acheteur agréé	637
4 Transport Lomé	810

3.281

<i>Valeur nu-basculé Lomé</i>	55.281
5 Sacherie 12 1/2 à 65	813
6 Usure sacherie 10 %	81
7 Financement 9 % sur 1 mois 1/2 VLM	650
8 Frais généraux fixes	978
	<hr/>
	2.520

<i>Valeur loco-magasin Lomé</i>	57.801
9 Déchets 3 % sur V.L.M.	1.734
10 Commission acheteur agréé	988
	<hr/>
	2.702

Valeur à facturer à l'OPAT 60.503

DECRET N° 81-4 du 9 janvier 1981 fixant les conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) pour le coprah de la récolte 1981.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre du commerce et des transports,

Vu l'article 15 de la constitution du 9 janvier 1980 :

Vu la loi n° 64-9 du 22 juin 1964 portant création de l'office des produits agricoles du Togo (OPAT),

D E C R E T E :

Article premier — Le prix d'achat au producteur du coprah pour la période du 2 janvier au 31 décembre 1981 est fixé à 62 francs CFA le kilogramme en tous points de traite.

Art. 2 — Par application du barème des frais de commercialisation ci-joint, la valeur à facturer à l'office des produits agricoles du Togo est fixée à 72.368 francs CFA la tonne.

Art. 3 — Le ministre du commerce et des transports, le ministre du développement rural et le ministre de l'aménagement rural sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 9 janvier 1981

Général d'armée G. Eyadéma

CAMPAGNE D'ACHAT DU COPRAH

BAREME COPRAH 1981

	Francs CFA la tonne
<i>Prix d'achat au producteur base Aného</i>	62.000
1 Commission, manutention, loyer magasin acheteur produit	834
2 Transport au centre de collecte	500
3 Manutention, loyer magasin acheteur agréé	555
4 Transport Lomé	810
	<hr/>
	2.699

<i>Valeur nu-basculé Lomé</i>	64.699
5 Sacherie 16 2/3 à 65	1.083
6 Usure sacherie 10 %	108
7 Financement 9 % 1 mois 1/2 sur VLM	762
8 Frais généraux	1.041
	<hr/>
	2.994

<i>Valeur loco magasin Lomé</i>	67.693
9 Déchets 5 % VLM	3.385
10 Commission acheteur agréé	1.290
	<hr/>
	4.675

Valeur à facturer à l'OPAT 72.368

DECRET N° 81-5 du 9 janvier 1981 fixant les conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) pour les graines de ricin de la récolte 1981.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre du commerce et des transports :

Vu l'article 15 de la constitution du 9 janvier 1980 :

Vu la loi n° 64/9 du 22 juin 1964 portant création de l'office des produits agricoles du Togo (OPAT),

D E C R E T E :

Article premier — Le prix d'achat au producteur des graines de ricin pour la période du 2 janvier au 31 décembre 1981 est fixé à 49 francs CFA le kilogramme en tous points de traite.

Art. 2 — Par application du barème des frais de commercialisation ci-joint, la valeur à facturer à l'office des produits agricoles du Togo est fixée à 57.433 francs CFA la tonne.

Art. 3 — Le ministre du commerce et des transports, le ministre du développement rural et le ministre de l'aménagement rural sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 9 janvier 1981

Général d'armée G. Eyadéma

CAMPAGNE D'ACHAT DU RICIN

BAREME RICIN 1981

	Francs CFA la tonne
<i>Prix d'achat au producteur</i>	49.000
1 Commission, manutention, loyer magasin acheteur produit	1.035
2 Transport au centre de collecte	800
3 Manutention, loyer magasin acheteur agréé	637
Transport Lomé	810
	<hr/>
	3.282

<i>Valeur nu-basculé Lomé</i>	52.282
5 Sacherie 16 2/3 à 65	1.083
6 Usure sacherie 10 %	106
7 Financement 9 % sur 1 mois 1/2 VLM	620
8 Frais généraux fixes	1.041
	<hr/>
	2.852
<i>Valeur loco-magasin Lomé</i>	55134
9 Déchets 3 % sur VLM	1.654
10 Commission acheteur agréé	645
	<hr/>
	2.299
<i>Valeur à facturer à l'OPAT</i>	57.433

DECRET N° 81-6 du 9 janvier 1981 relatif à la fermeture de la campagne d'achat du kapok pour la récolte 1980.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre du commerce et des transports ;

Vu l'article 15 de la constitution du 9 janvier 1980 ;

Vu la loi n° 64/9 du 22 juin 1964 portant création de l'office des Produits agricoles du Togo ;

Vu le décret n° 80/138 du 25 avril 1980 fixant la date d'ouverture de la campagne d'achat, les prix à payer au producteur et les conditions d'intervention de l'office des Produits agricoles du Togo pour le Kapok de la récolte 1980 ;

Le conseil des ministres entendu,

D E C R E T E :

Article premier — La date de fermeture de la campagne d'achat du kapok de la récolte 1980 est fixée au 31 décembre 1980.

Art. 2 — Le ministre du commerce et des transports, le ministre du développement rural et le ministre de l'aménagement rural sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 9 janvier 1981

Général d'armée G. Eyadéma

ARRETES ET DECISIONS

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

ARRETE N° 2-CAB-PR-DGPT du 6 janvier 1981 portant création de bureau des postes et télécommunications à Kévé.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

MINISTRE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Vu l'article 21 de la constitution,

Vu l'arrêté n° 71 ter du 30 novembre 1920 portant ouverture des bureaux de poste aux opérations postales, télégraphiques, téléphoniques au service des articles d'argent et des envois contre remboursement ;

Vu les arrêtés n° 74 et 419 des 28 décembre 1920 et 5 août 1932 créant dans toutes les localités pourvues d'un bureau de poste, un service des colis postaux ;

Vu les décisions n° 349 et 149 des 10 septembre 1935 et 17 novembre 1936 portant ouverture dans les bureaux de poste du service de la caisse d'épargne ;

Vu le décret n° 72-77 du 14 mars 1972 portant relèvement de l'encaisse maximum en numéraire des bureaux de poste du service de la République Togolaise ;

Vu l'arrêté n° 8/MTP/PT du 8 février 1972 portant dénomination et classement des établissements du service des Postes et Télécommunications de la République Togolaise et fixant la nature de leurs attributions

Vu le décret n° 58-42 du 1er avril 1958 fixant le régime des primes et indemnités particulières dont peuvent bénéficier les personnels appartenant aux cadres des postes et télécommunications du Togo ;

Vu les nécessités du service ;

Sur proposition du directeur des Postes et Télécommunications,

A R R E T E :

Article premier — Est créé à compter du 1er février 1981 le bureau de poste de plein exercice de Kévé.

Art. 2 — Ce bureau participe aux opérations suivantes :

— Echange de correspondances postales ordinaires et recommandées et des valeurs déclarées (tous régimes).

— Service des colis postaux ordinaires, avion et contre remboursement (tous régimes).

— Service des mandats des envois contre remboursement (tous régimes).

— Service télégraphique et téléphonique, officiels et privés, (tous régimes),

— Service de la caisse d'épargne et des chèques postaux ainsi qu'à tous les services admis par les règlements postaux en vigueur sur l'étendue de la République togolaise.

Art. 3 — Le bureau de Kévé est classé à l'ouverture à la 5e classe. Son encaisse maximum en numéraire est fixé à cent mille (100.000) francs.

Art. 4 — La date d'ouverture de ce bureau sera publiée ultérieurement.

Art. 5 — Le directeur général des postes et télécommunications est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 6 janvier 1981

P. le président de la République P.O.

Le directeur de cabinet du Président de la République.

O. F. NATCHABA

MINISTRE DE L'INTERIEUR

Retraite

Arrêté n° 5-INT-CGC du 3/2/81 — A compter du 1er janvier 1981 le MDL Johnson Amissanvi mle 206 du détachement de Bassar sera admis à la retraite pour ancienneté de service. L'intéressé bénéficiera de la gratuité de transport pour lui et sa famille pour rejoindre son foyer.

Le MDL Johnson Amissanvi sera rayé des contrôles du corps des gardiens de circonscription pour compter du 1er janvier 1981.

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

Autorisations de paiements

Décision n° 43-MFE-FCS du 19/1/81 — Est autorisé le paiement au profit de l'association des organisations africaines de promotion commerciale (AOAPC), de la somme d'un million cinq cent quarante quatre mille six cent soixante neuf, (1.544.669) francs CFA, soit l'équivalent de 6.845,42 dollars US, représentant la contribution du Togo, au titre de l'année 1980.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire de AOAPC n° 1303 P ouvert à la banque du Maroc à Tanger (Maroc).

La dépense est imputable au budget général, gestion 1980, chapitre 49, article 3, paragraphe 2.

Décision n° 45-MFE-FCS du 19/1/81 — Est autorisé le paiement au profit du groupement togolais d'assurances », de la somme de quatre millions quatre cent cinquante mille huit cent quatre vingts (4.450.880) francs CFA, représentant le solde débiteur de la prime de régularisation annuelle de la police individuelle « groupe » n° 5076, couvrant les agents de l'Etat togolais en mission contre les accidents corporels pour une durée d'un an, allant du 1er juin 1979 au 31 mai 1980 inclus.

Cette somme sera mandatée et virée au compte de la société apéritrice, le groupement togolais d'assurances, BTCI n° 001761-95 à Lomé.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1980, chapitre 46, article 12.

Décision n° 47-MFE-FCS du 19/1/81 — Est autorisé le paiement au profit de « l'alliance coopérative internationale ACI (Bureau de l'Afrique de l'Ouest à Abidjan), de la somme de un million cent soixante quinze mille quatre vingt sept (1.175.087) francs CFA, soit l'équivalent de 2.349 livre sterling, représentant les contributions du Togo au titre des années :

1979 sterlings 750 soit 375.187,50 F CFA
1980 sterlings 1.599 soit 799.899,75 F CFA
1.175.087 F CFA

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 9550-774-680-08, ouvert à la BICICI 01 BP 1,098, Abidjan 01 Côte d'Ivoire RCI.

La dépense est imputable sur le chapitre 49, article 3, paragraphe 2 du budget général, gestion 1980, rubriques : ACIAO 400.000 F CFA
Cont. imp. 775.087 F CFA

Décision n° 66-MFE-FCS du 21-1-81 — Est autorisé le paiement au profit du «Groupement Togolais d'Assurances », de la somme de un million (1.000.000) de francs CFA, représentant le montant de la police d'as-

surance individuelle — accidents « Groupe » n° 5076 souscrit en faveur des fonctionnaires et agents de l'Etat conformément au décret n° 70-100 du 9 avril 1970 pour la période d'un an allant du 1er juin 1980 au 31 mai 1981 inclus.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° CC-001761-95 ouvert auprès de la BTCI à Lomé.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1980, chapitre 46, article 12.

MINISTERE DU COMMERCE ET DES TRANSPORTS

ARRETE N° 1/MCT/DCIPC du 15 janvier 1981 portant homologation des Prix de certains produits de la Brasserie du Bénin et fixant les prix uniques de détail de ces produits sur toute l'étendue du Territoire Togolais.

LE MINISTRE DU COMMERCE ET DES TRANSPORTS,

Vu la constitution spécialement ses articles 17, 20 et 21 ;

Vu l'ordonnance n° 17 du 21 avril 1967 portant réglementation des prix et circuits de distribution ;

Vu le décret 80/184 du 26 juin 1980 portant définition des attributions et organisations du MCT,

A R R E T E :

Article premier — Les prix de vente des boissons : Malta 33, Lion Killer 66 et Tonic Carlsberg 25 fabriquées par la Brasserie du Bénin sont homologués comme suit :

Désignation	Prix de vente Gros	Prix de vente Détail non glacé	55 F CFA Prix de vente Détail glacé
Malta Benin 0,33 cl	50	55 F CFA	60 F CFA
Lion Killer 0,66 cl	80	90 F CFA	95 F CFA
Tonic Carlsberg 0,25 cl ..	55	55 F	60 F CFA

Art. 2 — Les prix homologués ci-dessus s'entendent « prix uniques » applicables le jour comme la nuit sur toute l'étendue du territoire national à compter de la date de signature du présent arrêté.

Art. 3 — L'inobservation des dispositions du présent arrêté est passible des peines prévues par l'ordonnance n° 17 du 22 avril 1967.

Art. 4 — Les fonctionnaires de l'Etat désignés à l'article 17 de l'ordonnance n° 17 sus-visée sont chargés de l'application du présent arrêté.

Art. 5 — Le présent arrêté qui abroge toutes dispositions antérieures relatives aux prix de vente des boissons : Malta 33, Lion Killer 66 et Tonic Carlsberg 25 de la brasserie du Bénin, sera enregistré et publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 15 janvier 1981

Koffi Kadanga Walla

ARRETE N° 2-MCT-DCIPC du 15 janvier 1981 portant fixation des prix de vente du sucre

LE MINISTRE DU COMMERCE ET DES TRANSPORTS,

Vu la constitution, spécialement ses articles 15, 17 et 20 ;

Vu l'ordonnance n° 17 du 22 avril 1967 portant réglementation des prix et des circuits de distribution ;

Vu le décret n° 80/184 du 26 juin 1980 portant définition des attributions et organisations du ministère du commerce et des transports ;

Vu le décret n° 77-125 du 11 mai 1977 portant création d'une caisse de péréquation de prix des produits dont la SONACOM a le monopole d'importation.

A R R E T E :

Article premier — Les prix du sucre importé par la SONACOM sont fixés comme suit :

Sucre Saint Louis en morceaux

Prix de cession SONACOM : 7969 francs le carton de 25 Kg
 Prix de gros : 8389 francs le carton de 25 Kg
 Prix de détail : 8750 francs le carton de 25 Kg
 soit 350 frs le paquet de 1 kg.

Sucre BEGHIN en morceaux :

Prix de cession SONACOM : 7513 francs le carton de 25 Kg
 Prix de gros : 7910 francs le carton de 25 Kg
 Prix de détail : 8250 francs le carton de 25 Kg
 soit 330 frs le paquet de 1 Kg

Sucre DIAMOND en morceaux :

Prix de cession SONACOM : 6320 francs le carton de 25 Kg
 Prix de gros : 6655 francs le carton de 25 Kg
 Prix de détail : 6940 francs le carton de 25 Kg
 soit 140 frs le paquet de 500 gr.

Sucre BRESLES en morceaux :

Prix de cession SONACOM : 6320 francs le carton de 25 Kgs
 Prix de gros : 6655 francs le carton de 25 Kgs
 Prix de détail : 6940 francs le carton de 25 Kgs
 soit 280 frs le paquet de 1 Kg

Art. 2 — Le prix de vente détail s'entend prix uniforme applicable sur toute l'étendue du territoire national.

Art. 3 — Pour permettre cette uniformisation un différentiel de transport est accordé par la SONACOM aux distributeurs suivant les localités.

Art. 4 — Toutes dispositions antérieures et contraires au présent arrêté sont abrogées notamment l'arrêté n° 007-MCT-DC-DCIP du 16 juin 1980.

Art. 5 — Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront punies des peines prévues par l'ordonnance n° 17 du 22 avril 1967.

Art. 6 — Le présent arrêté qui prend effet à compter de la date de sa signature sera enregistré et publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 15 janvier 1981

Koffi Kadanga Walla

**MINISTERE DU TRAVAIL
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE****Promotions**

Arrêté n° 2-MTFP du 5-1-81 — M. Sassou Messan, n° mle 010850-U, agent d'exploitation principal 3e échelon du cadre des fonctionnaires des postes et télécommunications est promu au grade d'agent d'exploitation de classe exceptionnelle à compter du 1er juillet 1979.

Arrêté n° 23-MTFP du 7/1/81 — Les fonctionnaires ci-dessous désignés, du cadre du personnel des contributions directes, sont promus au grade supérieur dans les conditions suivantes :

CORPS DES INSPECTEURS (catégorie A1)**Au 1er échelon du grade d'inspecteur de 1re classe**

7-2-80 — Goumbane Tiébène, n° mle 026348-W, inspecteur de 2e classe 4e échelon

CORPS DES AGENTS D'ASSIETTE (catégorie C)**Au 1er échelon du grade d'agent d'assiette de 1re classe**

1-1-80 — Adjanla-Tchaou Mandatinada, n° mle 000478-Q, agent d'assiette de 2e classe 4e échelon.

Arrêté n° 63-MTFP du 19-1-81 — Les fonctionnaires du cadre de la police ci-dessous désignés, sont promus dans les conditions suivantes :

CORPS DES OFFICIERS DE POLICE (catégorie B)

Ataklo Kwasi-Mesa n° mle 002915-V et Porto-Rico Ahlin n° mle 010530-C

2-8-77 — officiers de police de 1re cl. 3e éch. A.C. 1a 2m

2-6-78 — officiers de police principaux 1er échelon A.C. néant

2-6-80 — officiers de police principaux 2e échelon

Agounke Kokou n° mle 001220-W

2-12-77 — officier de police de 1re classe 3e échelon A.C. néant

2-12-79 — officier de police principal 1er échelon

Gannyi-Akué Kpakpo n° mle 006345 et Awoudji Kodjo Sedazan n° mle 003200-S

2-8-77 — officiers de police de 2e classe 4e échelon — A.C. 2a 1m

2-8-77 — officiers de police de 1re classe 1er échelon — A.C. 1m

2-7-79 — officiers de police de 1re classe 2e échelon A.C. néant.

Dakitse Semefia Mawuli, n° mle 004637-X

2-8-77 — officier de police de 2e classe 4e échelon — A.C. 2a 11m

2-8-77 — officier de police de 1re classe 1er échelon — A.C. 11m

2-9-78 — officier de police de 1re classe 2e échelon — A.C. néant

2-9-80 — officier de police de 1re classe 3e échelon.

Hor Kokou Afemenussui n° mle 007000-J

2.8.77 — officier de Police de 2e classe 4e échelon — A.C. 1 an 10 m

2.10.77 — officier de Police de 1re classe 1er échelon — A.C. néant

2.10.79 — officier de Police de 1re classe 2e échelon

Kokodoko-Kangnivi Allin Akouété n° mle 007987-M

2.8.77 — officier de Police de 2e classe 4e échelon — A.C. 11 m 2 j

1.9.78 — officier de Police de 1re classe 1er échelon — A.C. néant

1.9.80 — officier de Police de 1re classe 2e échelon

Glakar Kodjo Agbovi n° mle 006622-Q, Siliadin Afanou

n° mle 011016-A et Yerima Bouraïma n° mle 012330-C

2.8.77 — officiers de Police de 2e classe 4e échelon — A.C. 10 m

2.10.78 — officiers de Police de 1re classe 1er échelon — A.C. néant.

- 2.10.80 — officier, de Police de 1^{re} classe 2^e échelon
Sodatonou Comlan n° mle 011097-B
- 2.8.77 — officier de Police de 2^e classe 4^e échelon —
A.C. 5 m
- 2.3.79 — officier de Police de 1^{re} classe 1^{er} échelon —
A.C. néant.

Intégrations

Arrêté n° 20-MTFP du 7-1-81 — Est rapporté l'arrêté n° 489 MFP du 3 août 1972 portant intégration.

M. Klouvi Akouété (n° mle 007722-C), agent principal 3^e échelon de la météorologie du Niger (indice Niger 200 = 410 ex AOF = 678 Togo), rayé du contrôle des effectifs de la République du Niger, est intégré dans le cadre des fonctionnaires des postes et télécommunications en qualité d'agent d'exploitation de 2^e classe 4^e échelon (catégorie C — indice 700) à compter du 1^{er} janvier 1972 et conserve une ancienneté de 2 ans, en application des dispositions du décret n° 69-92 du 17 mai 1969.

La situation administrative de M. Klouvi Akouété est reprise comme suit :

- 1-1-1972 — agent d'exploitation de 2^e classe 4^e échelon AC :
2 ans
- 1-1-1972 — agent d'exploitation de 1^{re} classe 1^{er} échelon A.C :
néant
- 1-1-1974 — agent d'exploitation de 1^{re} classe 2^e échelon
- 1-1-1976 — agent d'exploitation de 1^{re} classe 3^e échelon
- 1-1-1978 — agent d'exploitation principal 1^{er} échelon
- 1-1-1980 — agent d'exploitation principal 2^e échelon (catégorie C — indice 950).

L'intéressé reste mis à la disposition de la présidence de la République togolaise (Postes et Télécommunications) — chapitre 6, article 9 du budget général.

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 5 juillet 1979.

Arrêté n° 32-MTFP du 8-1-81 — Les instituteurs-adjoints de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaires ci-dessous désignés du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, titulaires du baccalauréat de l'enseignement du troisième degré session de juin 1980 sont intégrés dans la hiérarchie supérieure en qualité d'instituteurs de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaires (catégorie B — indice 750) à compter du 1^{er} juillet 1980 et restent mis à la disposition du ministre de l'enseignement des premier et deuxième degrés (chapitre 24, article 21 du budget général).

Attisso Mensah Doudjo, n° mle 100594-L
Combey Afo Anani, n° mle 100022-Y
Kotoklo Anoumou, n° mle 105451-M.

Arrêté n° 49-MTFP du 14-1-81 — Sont rapportés les arrêtés n° 129-MFP du 9 avril 1964 portant intégration et 231-MFP du 22 juin 1968 portant intégration en ce qui concerne M. Gbedey Goudjo Bernard.

MM. Adanlete Adjanoh Assionvi (n° mle 070347-D) et Kapou Bodjréno (n° mle 007532-W), agents de bureau de 2^e classe 3^e échelon (indice 110 Côte d'Ivoire = 275 ex AOF = 424/430 — Togo), rayés du contrôle des effectifs de la République de Côte d'Ivoire, sont intégrés dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoints administratifs de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie C — indice 550) à compter du 4 mars 1963, en application des dispositions du décret n° 69-92 du 17 mai 1969.

M. Gbedey-Tatinaku Goudjo (n° mle 076442-U, dactylographe de 3^e classe 3^e échelon (indice 140 ex Dahomey = 330 ex AOF = 534/550 Togo, en provenance du corps des personnels civils des forces armées françaises en Afrique Occidentale, est

intégré dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie C — indice 550) à compter du 1^{er} juin 1965, en application des dispositions du décret n° 69-92 du 17 mai 1969.

La situation administrative de MM. Adanlete Adjanoh Assionvi, Kapou Bodjréno et Gbedey-Tatinaku Goudjo, est reprise comme suit :

MM. Adanlete Adjanah Assionvi (n° mle 070347 D) et
Kapou Bodjréno (n° mle 007532 W)

- 4-3-1963 — adjoints administratifs de 2^e classe 1^{er} échelon
- 4-3-1965 — adjoints administratifs de 2^e classe 2^e échelon
- 4-3-1967 — adjoints administratifs de 2^e classe 3^e échelon
- 4-3-1969 — adjoints administratifs de 2^e classe 4^e échelon
- 4-3-1971 — adjoints administratifs de 1^{re} classe 1^{er} échelon
- 4-3-1973 — adjoints administratifs de 1^{re} classe 2^e échelon
- 4-3-1975 — adjoints administratifs de 1^{re} classe 3^e échelon
- 4-3-1977 — adjoints administratifs principaux 1^{er} échelon
- 4-3-1979 — adjoints administratifs principaux 2^e échelon (catégorie C — indice 950)

M. Gbedey-Tatinaku Goudjo (n° mle 076442-U)

- 1-6-1965 — adjoint administratif de 2^e classe 1^{er} échelon
- 1-6-1967 — adjoint administratif de 2^e classe 2^e échelon
- 1-6-1969 — adjoint administratif de 2^e classe 3^e échelon
- 1-6-1971 — adjoint administratif de 2^e classe 4^e échelon
- 1-6-1973 — adjoint administratif de 1^{re} classe 1^{er} échelon
- 1-6-1975 — adjoint administratif de 1^{re} classe 2^e échelon
- 1-6-1977 — adjoint administratif de 1^{re} classe 3^e échelon
- 1-6-1979 — adjoint administratif principal 1^{er} échelon (catégorie C — indice 900).

MM. Adanlete Adjanoh Assionvi et Gbedey-Tatinaku Goudjo restent mis à la disposition du Ministre de la Défense nationale (chapitre 10, article 5 du budget général) et M. Kapou Bodjréno à la disposition du ministre des finances et de l'économie (chapitre 8, article 9 du budget général).

Le présent arrêté, prend effet au point de vue de la solde à compter du 5 juillet 1979.

Arrêté n° 50-MTFP du 14-1-81 — Est rapporté l'arrêté n° 242/MFP du 10 août 1964 portant intégration.

M. Adandogou Adjavon (n° mle 000338 U), agent de 1^{ère} classe 2^e échelon des Postes et Télécommunications du Niger (indice Niger 150 = 360 ex AOF = 591 Togo), rayé du contrôle des effectifs de la République du Niger, est intégré dans le cadre des fonctionnaires des postes et télécommunications en qualité d'agent d'exploitation de 2^e classe 2^e échelon (catégorie C indice 600) à compter du 1^{er} août 1964 et conserve une ancienneté de deux ans sept mois, en application des dispositions du décret n° 69-92 du 17 mai 1969.

La situation administrative de M. Adandogou Adjavon est reprise comme suit :

- 1-8-1964 — agent d'exploitation de 2^e classe 2^e échelon AC
2 ans 7 mois
- 1-8-1964 — agent d'exploitation de 2^e classe 3^e échelon AC
7 mois
- 1-1-1966 — agent d'exploitation de 2^e classe 4^e échelon AC
néant
- 1-1-1968 — agent d'exploitation de 1^{ère} classe 1^{er} échelon
- 1-1-1970 — agent d'exploitation de 1^{re} classe 2^e échelon
- 1-1-1972 — agent d'exploitation de 1^{re} classe 3^e échelon
- 1-1-1974 — agent d'exploitation principal 1^{er} échelon
- 1-1-1976 — agent d'exploitation principal 2^e échelon
- 1-1-1978 — agent d'exploitation principal 3^e échelon
- 1-1-1980 — agent d'exploitation principal de classe exceptionnelle (catégorie C — indice 1050).

L'intéressé reste mis à la disposition de la présidence de la République (postes et télécommunications chapitre 6, article 9 du budget général).

Le présent arrêté, prend effet au point de vue de la solde à compter du 5 juillet 1979.

Arrêté n° 51/MFTP du 14-1-81 — Est rapporté l'arrêté n° 295/MFP du 26 mai 1971 portant intégration.

M. Creppy Messanvi (N° Mle 004476 E), agent principal 3^e échelon de la météorologie du Niger (indice Niger 200 = 410 ex AOF = 678 — Togo), rayé du contrôle des effectifs de la République du Niger, est intégré dans le cadre des fonctionnaires des postes et télécommunications en qualité d'agent d'exploitation de 2^e classe 4^e échelon (catégorie C — indice 700) à compter du 30 novembre 1970 et conserve une ancienneté de 11 mois, en application des dispositions du décret n° 69-92 du 17 mai 1969.

La situation administrative de M. Creppy Messanvi est reprise comme suit :

3-11-1970 — agent d'exploitation de 2^e classe 4^e échelon AC : 11 mois

1-1-1974 — agent d'exploitation de 1^{ère} classe 1^{er} échelon AC : néant

1-1-1974 — agent d'exploitation de 1^{ère} classe 2^e échelon

1-1-1976 — agent d'exploitation de 1^{ère} classe 3^e échelon

1-1-1978 — agent d'exploitation principal 1^{er} échelon

1-1-1980 — agent d'exploitation principal 2^e échelon (catégorie C — indice 950).

L'intéressé reste mis à la disposition de la présidence de la République (Postes et Télécommunications) chapitre 6, article 9 du budget général.

Le présent arrêté, prend effet au point de vue de la solde à compter du 5 juillet 1979.

Arrêté n° 56/MFTP du 15-1-81 — M. Akué-Goeh N'buéké Adovi (n° mle 017989-P), instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire titulaire du baccalauréat de l'enseignement du troisième degré (session de juin 1980) est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité d'instituteur de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie B-indice 750) pour compter du 1^{er} juillet 1980 et conserve son affectation actuelle (chapitre 24 article 21 du budget général).

Arrêté n° 66/MFTP du 19-1-81 — Les instituteurs-adjoints (catégorie C) ci-après désignés, du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis au certificat d'aptitude pédagogique (CAP série concours), session des 11 et 12 octobre 1979, sont intégrés dans la hiérarchie supérieure en qualité d'instituteurs (catégorie B) à compter du 1^{er} janvier 1980 et restent mis à la disposition du ministre de l'enseignement des premier et deuxième degrés (chapitre 24, article 25, paragraphe 1 du budget général :

N° d'ordre sur l'arrêté 08/MEPDD	Nom et Prénoms N° Matricule	ANCIENNE SITUATION ADMINISTRATIVE			NOUVELLE SITUATION ADMINISTRATIVE		
		Ancien corps, grade et échelon	Indice	Date d'effet du dernier avancement	Nouveau corps, grade et échelon	Indice	Date d'effet de l'ancien neté pour le prochain avancement
5	Guissoguine Fejkoabe 018521-T	Instituteur-adjoint de 3 ^e classe 4 ^e échelon	700	26-11-1979	Instituteur de 2 ^e classe 1 ^{er} échelon	750	1-1-1980
12	Tittora Arim Walasso 004356-E	Instituteur-adjoint de 2 ^e classe 2 ^e échelon	800	1-1-1980	Instituteur de 2 ^e classe 2 ^e échelon	850	1-1-1980
87	Takpayo Tchao	Instituteur-adjoint de 3 ^e classe 4 ^e échelon	700	1-1-1980	Instituteur de 2 ^e classe 1 ^{er} échelon	750	1-1-1980
92	Barcola Béyébinam ..	Instituteur-adjoint de 3 ^e classe 4 ^e échelon	700	1-1-1980	Instituteur de 2 ^e classe 1 ^{er} échelon	750	1-1-1980
88	Beri Adjé Kokou	Instituteur-adjoint de 3 ^e classe 4 ^e échelon	700	1-1-1979	Instituteur de 2 ^e classe 1 ^{er} échelon	750	1-1-1980
89	Mme Gbatti Kossiwa 006404-W	Institutrice-adjointe de 3 ^e classe 3 ^e échelon	650	1-1-1979	Institutrice de 2 ^e classe 1 ^{er} échelon	750	1-1-1980

Arrêté n° 1915/MFTP du 31-12-80 — Les agents permanents ci-après désignés, admis au concours de monitorat-session de 1978, sont nommés dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de moniteurs de 3^e classe 1^{er} échelon (catégorie D — indice 270) pour compter du 1^{er} janvier 1979 et restent mis à la disposition du ministre de l'enseignement des premier et deuxième degrés (chapitre 24, article 25, paragraphe 1 du budget général) :

Kpakpabia Komi Essohanam, n° mle 036996-E moniteur permanent de 3^e catégorie échelle A

Assare Tsoékéo Ablavi, n° mle 100116-E, monitrice permanente de 3^e catégorie échelle A

Tchalla Yaovi, n° mle 037904-S moniteur permanent de 3^e cat. échelle A

Agbenyefia Koffi, n° mle 037501-P moniteur permanent de 3^e cat. échelle A

Djagbassou Mayéodé, n° mle 037291-M moniteur permanent de 3^e cat. échelle B

Kougleame Kwami Mensa, n° mle 036903-H moniteur permanent de 3^e cat. échelle B

Barandao Makabiaba, n° 37204-N moniteur permanent de 2^e cat. échelle A

Doroua Diérama Djouba, n° mle 100364-W moniteur permanent de 2^e cat. échelle A

L'intéressé reste mis à la disposition de la présidence de la République (postes et télécommunications chapitre 6, article 9 du budget général).

Le présent arrêté, prend effet au point de vue de la solde à compter du 5 juillet 1979.

Arrêté n° 51/MTFP du 14-1-81 — Est rapporté l'arrêté n° 295/MFP du 26 mai 1971 portant intégration.

M. Creppy Messanvi (N° Mle 004476 E), agent principal 3^e échelon de la météorologie du Niger (indice Niger 200 = 410 ex AOF = 678 — Togo), rayé du contrôle des effectifs de la République du Niger, est intégré dans le cadre des fonctionnaires des postes et télécommunications en qualité d'agent d'exploitation de 2^e classe 4^e échelon (catégorie C — indice 700) à compter du 30 novembre 1970 et conserve une ancienneté de 11 mois, en application des dispositions du décret n° 69-92 du 17 mai 1969.

La situation administrative de M. Creppy Messanvi est reprise comme suit :

3-11-1970 — agent d'exploitation de 2^e classe 4^e échelon AC : 11 mois

1-1-1974 — agent d'exploitation de 1^{ère} classe 1^{er} échelon AC : néant

1-1-1974 — agent d'exploitation de 1^{ère} classe 2^e échelon

1-1-1976 — agent d'exploitation de 1^{ère} classe 3^e échelon

1-1-1978 — agent d'exploitation principal 1^{er} échelon

1-1-1980 — agent d'exploitation principal 2^e échelon (catégorie C — indice 950).

L'intéressé reste mis à la disposition de la présidence de la République (Postes et Télécommunications) chapitre 6, article 9 du budget général.

Le présent arrêté, prend effet au point de vue de la solde à compter du 5 juillet 1979.

Arrêté n° 56/MTFP du 15-1-81 — M. Akué-Goeh N'buéké Adovi (n° mle 017989-P), instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire titulaire du baccalauréat de l'enseignement du troisième degré (session de juin 1980) est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité d'instituteur de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie B-indice 750) pour compter du 1^{er} juillet 1980 et conserve son affectation actuelle (chapitre 24 article 21 du budget général).

Arrêté n° 66/MTFP du 19-1-81 — Les instituteurs-adjoints (catégorie C) ci-après désignés, du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis au certificat d'aptitude pédagogique (CAP série concours), session des 11 et 12 octobre 1979, sont intégrés dans la hiérarchie supérieure en qualité d'instituteurs (catégorie B) à compter du 1^{er} janvier 1980 et restent mis à la disposition du ministre de l'enseignement des premier et deuxième degrés (chapitre 24, article 25, paragraphe 1 du budget général :

N° d'ordre sur l'arrêté 08/MEPDD	Nom et Prénoms N° Matricule	ANCIENNE SITUATION ADMINISTRATIVE			NOUVELLE SITUATION ADMINISTRATIVE		
		Ancien corps, grade et échelon	Indice	Date d'effet du dernier avancement	Nouveau corps, grade et échelon	Indice	Date d'effet de l'ancien neté pour le prochain avancement
5	Guissoguine Fejkoabe 018521-T	Instituteur-adjoint de 3 ^e classe 4 ^e échelon	700	26-11-1979	Instituteur de 2 ^e classe 1 ^{er} échelon	750	1-1-1980
12	Tittora Arim Walasso 004356-E	Instituteur-adjoint de 2 ^e classe 2 ^e échelon	800	1-1-1980	Instituteur de 2 ^e classe 2 ^e échelon	850	1-1-1980
87	Takpayo Tchao	Instituteur-adjoint de 3 ^e classe 4 ^e échelon	700	1-1-1980	Instituteur de 2 ^e classe 1 ^{er} échelon	750	1-1-1980
92	Barcola Béyébinam ..	Instituteur-adjoint de 3 ^e classe 4 ^e échelon	700	1-1-1980	Instituteur de 2 ^e classe 1 ^{er} échelon	750	1-1-1980
88	Beri Adjil Kokou	Instituteur-adjoint de 3 ^e classe 4 ^e échelon	700	1-1-1979	Instituteur de 2 ^e classe 1 ^{er} échelon	750	1-1-1980
89	Mme Gbatti Kossliwa 006404-W	Institutrice-adjointe de 3 ^e classe 3 ^e échelon	650	1-1-1979	Institutrice de 2 ^e classe 1 ^{er} échelon	750	1-1-1980

Arrêté n°1915/MTFP du 31-12-80 — Les agents permanents ci-après désignés, admis au concours de monitorat-session de 1978, sont nommés dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de moniteurs de 3^e classe 1^{er} échelon (catégorie D — indice 270) pour compter du 1^{er} janvier 1979 et restent mis à la disposition du ministre de l'enseignement des premier et deuxième degrés (chapitre 24, article 25, paragraphe 1 du budget général) :

Kpakpabia Komi Essohanam, n° mle 036996-E moniteur permanent de 3^e catégorie échelle A

Assare Tsoékéo Ablavi, n° mle 100116-E, monitrice permanente de 3^e catégorie échelle A

Tchalla Yaovi, n° mle 037904-S moniteur permanent de 3^e cat. échelle A

Agbenyefia Koffi, n° mle 037501-P moniteur permanent de 3^e cat. échelle A

Djagbassou Mayéodé, n° mle 037291-M moniteur permanent de 3^e cat. échelle B

Kougleame Kwami Mensa, n° mle 036903-H moniteur permanent de 3^e cat. échelle B

Barandao Makabiaba, n° 37204-N moniteur permanent de 2^e cat. échelle A

Doroua Diérama Djouba, n° mle 100364-W moniteur permanent de 2^e cat. échelle A

Panla Tchouwou Essossimana, n° mle 039463-R moniteur permanent de 3e catégorie échelle A
 Dobena Wendana, n° mle 038211-D moniteur permanent de 2e cat. échelle A
 Bagossago Atama Koffi, n° mle 100192-J moniteur permanent de 2e cat. échelle A
 Aloulah Tantchaou Attinanoyou, n° mle 036173-X moniteur permanent de 2e cat. échelle A
 Tchagbeleou Tchabi Inkessewussi, n° mle 037767-H moniteur permanent de 2e cat. échelle A

Degbe Kuassi, n° mle 038861-X moniteur permanent de 3e cat. échelle A

Salami Tiramiyou n° mle 037084-N, moniteur permanent de 3e catégorie échelle A.

Une bonification d'ancienneté est accordée aux moniteurs de 3e classe 1er échelon ci-après désignés en application des dispositions de l'article 31 (nouveau) du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

NOM ET PRENOMS	Date d'engagement	Ancienneté de service d'agent non fonctionnaire	Bonification des 2/3 accordés
Kpakpabia Komi Essohanam	4-12-75	3 ans 27 j	2 ans 18 j
Assaré Tsoékéo Ablavi	1-10-68	10 ans 3 m	6 ans
Tchalla Yaovi	28-9-69	9 ans 3 m 3 j	6 ans
Agbégnifia Koffi	13-9-76	2 ans 3 m 18 j	1 an 6 m 12 j
Djagbassou Mayéodé	13-9-76	2 ans 3 m 18 j	1 an 6 m 12 j
Kougléamé Kwami Mensa	10-4-64	14 ans 8 m 21	6 ans
Barandao Makabiaba	15-9-76	2 ans 3 m 16 j	1 an 6 m 10 j
Doroua Diérama Djouba	15-10-77	1 an 2 m 16 j	9 m 20 j
Panla Tchouwou Essossimana	14-5-75	3 ans 7 m 17 j	2 ans 5 m 1 j
Dobena Wendana	21-1-77	1 an 11 m 10 j	1 an 3 m 16 j
Bagossago Atama Koffi	20-11-77	1 an 1 m 11 j	8 m 27 j
Aloulah Tantchaou Attinanoyou	13-5-76	2 ans 7 m 18 j	1 an 9 m 2 j
Tchagbéou Tchabi Inkessewussi	13-9-76	2 ans 3 m 18 j	1 an 6 m 12 j
Dégbé Kuassi	28-3-77	1 an 9 m 3 j	1 an 2 m 2 j
Salami Tiramiyou	4-1-71	7 ans 11 m 27 j	5 ans 3 m 28 j

La situation administrative des intéressés est reprise comme suit :

Assaré Tsoékéo Ablavi, Tchalla Yaovi, Kougléamé Kwami Mensa

- 1.1.79 moniteurs de 3e cl. 1er éch. + 6 ans (bonification)
- 1.1.79 moniteurs de 3e cl. 3e éch. + 2 ans (bonification)
- 1.1.79 moniteurs de 3e cl. 4e éch. (bonification épuisée)
- 3.9.79 moniteurs de 3e clas. 4e éch. (bonification épuisée)

Salami Tiramiyou

- 1.1.79 moniteur de 3e clas. 1er éch. + 5 ans 3 m 28 j (bonification)
- 1.1.79 moniteur de 3e clas. 2e éch. + 3 ans 3 m 28 j (bonification)
- 1.1.79 moniteur de 3e clas. 3e éch. + 1 an 3 m 28 j (bonification)
- 3.9.79 moniteur de 3e clas. 4e éch. (bonification épuisée)

Panla Tchouwou Essossimana

- 1.1.79 moniteur de 3e clas. 1er éch. + 2 ans 5 m 1 j (bonification)
- 1.1.79 moniteur de 3e clas. 2e éch. + 5 mois 1 j (bonification)
- 30.7.80 moniteur de 3e clas. 3e éch. (bonification épuisée)

Kpakpabia Komi Essohanam

- 1.1.79 moniteur de 3e clas. 1er éch. + 2 ans 18 j (bonification)
- 1.1.79 moniteur de 3e clas. 2e éch. + 18 j (bonification)

Aloulah Tantchaou Attinanoyou

- 1.1.79 moniteur de 3e clas. 1er éch. + 1 an 9 m 2 j (bonification)
- 29.3.79 moniteur de 3e clas. 2e éch. (bonification épuisée)

Agbégnifia Koffi, Djagbassou Mayéodé Tchagbéleou Tchabi Inkessewussi

- 1.1.79 moniteurs de 3e clas. 1er éch. + 1 an 6 m 12 j (bonification)
- 19.6.79 moniteurs de 3e clas. 2e éch. (bonification épuisée)

Barandao Makabiaba

- 1.1.79 moniteur de 3e clas. 1er éch. + 1 an 6 m 10 j (bonification)
- 21.6.79 moniteur de 3e clas. 2e éch. (bonification épuisée)

Dobena Wendana

- 1.1.79 moniteur de 3e clas. 1er éch. + 1 an 3 m 16 j (bonification)
- 15.9.79 moniteur de 3e clas. 2e éch. (bonification épuisée).

Degbe Kuassi

- 1-1-79 — moniteur de 3e classe 1er échelon + 1 an 2 mois 2 jrs (bonification)
- 29-10-79 — moniteur de 3e classe 2e échelon (bonification épuisée).

Doroua Diérama Djouba

- 1-1-79 — moniteur de 3e classe 1er échelon + 9 m 20 jrs (bonification)
- 11-3-80 — moniteur de 3e classe 2e échelon (bonification épuisée)

Bagossago Atama Koffi

- 1-1-79 — moniteur de 3e classe 1er échelon + 8 m 27 jrs (bonification)
- 4-4-80 — moniteur de 3e classe 2e échelon (bonification épuisée).

Les agents dont la rémunération est supérieure au traitement correspondant à leur nouvelle situation conserveront à titre personnel, le bénéfice de leur salaire jusqu'à ce que par le jeu de l'avancement normal, ils atteignent des émoluments égaux ou supérieurs.

Arrêté n° 1916-MTFP du 31-12-80 — Les candidats ci-après désignés, sont admis dans les conditions suivantes dans le cadre des fonctionnaires de la radiodiffusion et mis à la disposition du ministre de l'information :

*Administrateur de la radiodiffusion de 2e classe
2e échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1450)*

(budget autonome de l'Editogo)

Assoumatine Api Ahomare, baccalauréat de l'enseignement du second degré, diplôme universitaire de technologie (spécialité : carrières de l'information — option communication) ; licence ès lettres, maîtrise des techniques de l'information et de la communication et diplôme d'études approfondies de sciences de l'information de la communication et de l'expression de l'université de Bordeaux III.

*Rédacteur en chef de 2e classe 1er échelon stagiaire
(catégorie A2 — indice 1100)*

(chapitre 26, article 8 du budget général)

Kpessilo Gnossi, baccalauréat de l'enseignement du second degré, diplôme universitaire de technologie (spécialité : carrières de l'information — option : communication) et licence ès lettres et sciences humaines de l'université de Bordeaux II — certificats d'études supérieures de psychologie de l'éducation et de pédagogie générale de l'université de Bordeaux II.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 1917-MTFP du 31-12-80 — M. Kpodzro Amétépé Akossulè, titulaire de la licence ès lettres — option — histoire de l'école des lettres de l'université du Bénin est admis dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeur de 3e classe 1er échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1300) et mis à la disposition du ministre de l'enseignement du troisième, quatrième degrés et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 20, paragraphe 2 du budget général).

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 1-MTFP du 5-1-81 — M. Anem Osséni, titulaire de la licence en droit homologuée en maîtrise — option : droit public de l'université de droit et de la santé de Lille II et du diplôme d'administrateur des affaires maritimes de Bordeaux, est admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'administrateur civil 1er échelon

stagiaire (catégorie A1 — indice 1300) et mis à la disposition du ministre du commerce et des transports (chapitre 28, article 4 du budget général).

Le présent arrêté prend effet à compter du 1er octobre 1980.

Arrêté n° 4-MTFP du 5/1/81 — M. Houndjo Datévi (n° mle 025695 R), agent d'entretien de téléphone permanent 5e catégorie hors échelle, qui a terminé avec succès un stage de formation professionnelle d'une durée d'un an dans le domaine de l'entretien des matériels de téléphone dans l'entreprise Jules Verger et Delporte (France) est admis dans le cadre des fonctionnaires des postes et télécommunications en qualité d'agent des installations électro-mécaniques de 2e classe 1er échelon stagiaires (catégorie C — indice 550) à compter du 4 septembre 1979 et reste mis à la disposition de la Présidence de la République (chapitre 6, article 2 du budget général).

Arrêté n° 10-MTFP du 5/1/81 — Les candidats ci-après désignés, titulaires du baccalauréat de l'enseignement du second degré et du diplôme supérieur de journalisme de l'école supérieure internationale de journalisme de Yaoundé, sont admis dans le cadre des fonctionnaires de la radiodiffusion en qualité de rédacteurs en chef de 2e classe 1er échelon stagiaires (catégorie A2 — indice 1100) et mis dans les conditions suivantes à la disposition du ministre de l'information.

Chapitre 26, article 5 du budget général — Ede Dovi Komi

Chapitre 26, article 6 du budget général — Donko Djagou Balogou.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 11-MTFP du 5/1/81 — Les candidats ci-après désignés, titulaires de la licence ès sciences politiques et de l'information (option information) de l'institut des sciences politiques et de l'information de l'université d'Alger sont admis dans le cadre des fonctionnaires de la radiodiffusion en qualité de rédacteurs en chef de 2e classe 1er échelon stagiaire (catégorie A2 — indice 1100) et mis dans les conditions suivantes à la disposition du ministre de l'information.

Chapitre 26, article 7 du budget général — Adjare Malamaté

Budget autonome de l'Editogo — Tchami Tchambi Kakouwe.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 18-MTFP du 6/1/81 — La situation administrative de M. Schalman Komivi Edem (n° mle 032971 M), chargé de sports permanent 5e catégorie échelle A, est régularisée comme suit :

- 18.7.1974 — 5e catégorie échelle A
 1.7.1976 — 5e catégorie échelle B
 1.1.1978 — 5e catégorie échelle C
 1.7.1979 — 5e catégorie échelle D.

M. Schalman Agbodji Komivi Edem (n° mle 032971 M), chargé de sports permanent 5e catégorie échelle D, titulaire du certificat d'aptitude à la maîtrise d'éducation physique et sportive session de l'année 1979 de l'institut national de la jeunesse et des sports de Libreville (République gabonaise), est admis dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de maître d'éducation physique de 3e classe 1er échelon stagiaire (catégorie B — indice 750) à compter du 13 août 1979 et reste mis à la disposition du ministre de la jeunesse, des sports et de la culture (budget général, chapitre 32, article 5 paragraphe 1).

Arrêté n° 19/MTFP du 6-1-81 — M. Soudi Kodzo Mawuenyega, titulaire du brevet d'études du premier cycle du deuxième degré et du certificat d'aptitude professionnelle (option-dessinateur en bâtiment) est admis dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeur technique adjoint de 3e classe 1er échelon stagiaire (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'enseignement du troisième, quatrième degrés et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 20, paragraphe 2 du budget général).

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 21/MTFP du 7/1/81 — Sont rapportés, en ce qui concerne Mlle Koumondji Tsotso Akuavi, les arrêtés n° 503/MTFP du 30 mai 1978 et 1266/MTFP du 28 août 1980 portant nomination.

Mlle Koumondji Tsotso Akuavi (n° mle 102438 G), titulaire du «teacher's certificate A» session de 1964 et du «specialist teacher's certificate» session de mai 1976, est admise dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'institutrice de 2e classe 2e échelon (catégorie B — indice 850) à compter du 16 octobre 1977 et mise à la disposition du ministre de l'enseignement des premier et deuxième degrés (budget général, chapitre 24, article 21).

La situation administrative de Mlle Koumondji Tsotso Akuavi (n° mle 102438 G), est reprise comme suit :
 16.10.1977 : institutrice de 2e classe 2e échelon
 16.10.1979 : institutrice de 2e classe 3e échelon (catégorie B — indice 950).

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde, à compter du 4 janvier 1979.

Arrêté n° 22/MTFP du 7/1/81 — M. Agouzou Baka Tchamdja, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) est admis dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon stagiaire (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'enseignement des premier et deuxième

degrés (chapitre 24, article 25, paragraphe 1 du budget général) en remplacement de M. Kpandika M'Ba licencié.

Le présent arrêté prendra effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 31/MTFP du 8/1/81 — Les candidats ci-après désignés, sont admis dans les conditions suivantes dans le cadre du personnel médical et technique de la santé publique en qualité de médecins ordinaires 2e échelon stagiaires (catégorie A1 — indice 1450) et mis à la disposition du ministre de la santé publique (chapitre 22, article 5 du budget général).

Grunitzky Meskerem, née Bekele — baccalauréat de l'enseignement du second degré, diplôme d'Etat de docteur en médecine et diplôme d'université de médecine et de santé tropicale de l'université d'Aix-Marseille (France)

Djoffon Annitraichée Délali Odudzi et Kutowogbe Komla — baccalauréat de l'enseignement du second degré et diplôme d'Etat de docteur en médecine de la faculté de médecine et de la pharmacie de l'université de Dakar.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 33-MTFP du 8-1-81 — Les candidats ci-après désignés, titulaires du certificat de fin d'études normales (CFEN-section ENS) de l'école normale supérieure d'Atakpamé, sont admis dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeurs des collèges d'enseignement général de 3e classe 1er échelon stagiaires (catégorie A2-indice 1100) et mis à la disposition du ministre de l'enseignement du premier et du deuxième degrés (chapitre 24, article 21 du budget général).

Elèves non fonctionnaires

Agbokou Koffi

Dovo Kodzo Mawusi

Akakpo Komi Xova.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 34/MTFP du 8/1/81 — M. Aboum Mouzou Tcha n° mle 034010-U, employé de bureau permanent de 5e catégorie échelle C, en service au ministère de la justice, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC), session de juin 1974 et qui a réuni cinq ans d'ancienneté dans l'administration, est admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2e classe 1er échelon (catégorie C-indice 550) à compter du 15 mars 1980 et reste mis à la disposition du ministre de la justice (chapitre 16, article 2, du budget général, exercice 1980).

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde pour compter du 23 avril 1980.

Arrêté n° 35/MTFP du 14-1-81 — M. Hillah Ayité Dzifa, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré et qui a subi avec succès les épreuves du cycle probatoire (étape P2B) du certificat d'aptitude au professorat d'éducation physique et sportive de l'université de Haute-Bretagne à Rennes (France) est admis dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeur-adjoint d'éducation physique et sportive de 3e classe 1er échelon stagiaire (catégorie A2-indice 1100) et mis à la disposition du ministre de la jeunesse, des sports et de la culture (chapitre 32, article 5, paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté prend effet à compter du 7 avril 1980.

Arrêté n° 36/MTFP du 14/1/81 — Mlle Assiongbon Dédé Mawusi, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré (série G1) et du certificat de fin d'études de technicien supérieur du secrétariat (option : secrétariat de direction) de l'école des secrétaires d'entreprises de Lyon (France) est admise dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité de secrétaire d'administration de 2e classe 2e échelon stagiaire (catégorie B-indice 850) et mise à la disposition du secrétaire administratif du Rassemblement du Peuple Togolais (chapitre 49, article 2, du budget général).

Le présent arrêté prendra effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 38/MTFP du 14/1/81 — M. Adzimo Kosi Mensa, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré et du diplôme d'Etat de docteur en médecine de l'université de Dakar (Sénégal) est admis dans le cadre du personnel médical et technique de la santé publique en qualité de médecin de 2e classe 2e échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1450) et mis à la disposition du ministre de la santé publique (chapitre 22, article 5 du budget général).

Le présent arrêté prendra effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 39/MTFP du 14/1/81 — M. Azankpe Amégnona, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré et du diplôme d'ingénieur constructeur des voies de communication — spécialité : ponts et tunnels de l'institut d'ingénieurs des transports ferroviaires de Moscou (URSS) est admis dans le cadre des fonctionnaires des chemins de fer et du wharf en qualité d'ingénieur de 2e classe 2e échelon stagiaire (catégorie A2-indice 1200) et mis à la disposition du ministre du commerce et des transports (budget autonome des C.F.T.).

Le présent arrêté prendra effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 40/MTFP du 14/1/81 — M. Sikpa Komla Afatsawo, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré, du diplôme d'ingénieur en agriculture de l'école supérieure d'agriculture de Purpan-Toulouse et du diplôme spécial en économie rurale de l'université catholique de Louvain-la-Neuve (France) est admis dans le cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits en qualité d'ingénieur d'agriculture de 2e classe 2e échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1450) et mis à la disposition du ministre du développement rural (chapitre 20, article 5 du budget général).

Le présent arrêté prendra effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 41/MTFP du 14/1/81 — M. Tagba Mandoutou Bawimodome, titulaire du brevet d'étude du premier cycle du second degré (BEPC) est admis dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon stagiaire (catégorie C - indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'enseignement des premier et deuxième degrés en remplacement de M. Kodjo Kossi licencié (chapitre 24, article 25, paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté prendra effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 42/MTFP du 14/1/81 — Est rapportée la décision n° 1803/MTFP du 24 juillet 1978 portant engagement de M. Kai Patchyi.

M. Kai Patchyi, n° mle 104558-V, admis au concours de moniteur (session des 26 et 27 août 1976) est nommé dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de moniteur de 3e classe 1er échelon (catégorie D — indice 270) et reste mis à la disposition du ministre de l'enseignement des premier et du deuxième degrés (chapitre 24, article 25, paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 43/MTFP du 14/1/81 — Est et demeure rapportée en ce qui concerne Mlle Nambang Ragadita, la décision n° 2630/MTFP du 30 octobre 1978, portant engagement.

Mme Tangboa Ragadita, née Nambang titulaire du certificat d'aptitude au moniteur (CAM) session des 25 et 26 août 1977, est nommée dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de monitrice de 3e classe 1er échelon (catégorie D — indice 270) et mise à la disposition du ministre de l'enseignement du premier et du deuxième degrés (chapitre 24, article 25, paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service de l'intéressée.

Arrêté n° 44/MTFP du 14/1/81 — Les candidats ci-après désignés, titulaires de la licence es-lettres-option : anglais de l'école des lettres de l'Université du Bénin sont admis dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeurs de 3e classe 1er échelon stagiaires (catégorie A1 — indice 1300) et mis à la disposition du ministre de l'enseignement du troisième, quatrième degrés et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 21 du budget général) :

d'Almeida Adakou
Houedakor Tétévi Adjo Agbosékou
Condo Tcha-Mollah.

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 45/MTFP du 14/1/81 — Les candidats ci-après désignés sont admis dans les conditions suivantes dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement et mis à la disposition du ministre de l'enseignement des premier et deuxième degrés (chapitre 24, article 21 du budget général) :

CATEGORIE B — INDICE 750

instituteurs de 2e classe 1er échelon stagiaires
(baccalauréat de l'enseignement du second degré)

Amevigbe Edzo Elenawusi Koudayah Akoly Nayah
Toffa Kossivi Dodzi Tsogbe Komj Senyo

CATEGORIE C — INDICE 550

instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon
(certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (CEAP)
Kassegne Kodjo

CATEGORIE C — INDICE 550

instituteurs-adjoints de 3e classe 1er échelon stagiaires
(brevet d'études du premier cycle du second degré) BEPC

Agbodjelou Kokouvi Adénigni
Akpada Kossi Mawuena
Ayeto Koffi
Bararmna Koulina Boukpepsi
Bayaro Tchao Badibalaki
Dagbenhan N'gutoba Baboyima
Ewoum Kossi Enyawo Tonyeviadji
Ezin Mensah Ahodéwou Yélimon
Kerim-Diken Essowavana
Konou Mansavi Délali
Nadji Wtatchem Anaratam
Ofridam Akouvi Ozoalimé
Ouyata Bakouari Boukpala
Pereira Doh Afiavi Agbowola
Tchikpendou Anassodé
Vovor Kwami Segbenya Mawulawoé.

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 46/MTFP du 14/1/81 — M. Djağa Yara-nyoi Sampata, titulaire du certificat d'aptitude professionnelle agricole de Tové est admis dans le cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits en qualité d'adjoint technique de 2e classe 1er échelon stagiaire (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre du développement rural (chapitre 20, article 15 du budget général).

Le présent arrêté prendra effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 47/MTFP du 14/1/81 — Les candidats ci-après désignés, titulaires du certificat de fin d'études normales (CFEN — session ENI) de l'école normale supérieure d'Atakpamé sont admis dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteurs de 2e classe 1er échelon stagiaires (catégorie B — indice 750) et mis à la disposition du ministre de l'enseignement du premier et du deuxième degrés (chapitre 24, article 25, paragraphe 1 du budget général).

ELEVES FONCTIONNAIRES

Edoh-N'boueke Amévi, instituteur-adjoint de 2e classe 2e échelon
Barrigah Tété Agbémon, instituteur-adjoint stagiaire 3e classe 1er échelon

ELEVES NON-FONCTIONNAIRES

Woglo Yawo Atandzi
Kamassan Midodji
Agbovon Kpongbe Kokou
Bagnah Kpalou
Batchoudi Kpolokpolo
Djabaoui Kossi Baém
Kabonou Atsoo
Batawila Komi Bagérém
Ezi Défodji Assogbavi Vidété
Amegan Ayamenou Apeafa Akossiwoa
Tidjani Mashoudi
Kloudja Komla Agbéko
Ekpao Adjoua
Pagaba Mazabalo Namdoyou
Vignikin Sèkloamédé
Klu Abra Kafui
Zonyrah Koffi Noussi Sénamé
Logotse Ablaba Mawunékpoe
Tantiba Yao M'Hogouni
Tchalla Kondji
Segbenou Kounkpè
Abalo Kokou Woditè
Yokou Komlan Ogougbeda
Akpataha Vokou Kokou Mawuko
Adossi Afiwa Séna, née Mekoun
Essah Adzovi Enyonam
Fandoumi Kossi
Agbedanou Kwasi Fogan Setsoafia
Meledji Akpene Essi Lima
Dhogomoro Komivi Wluidi
Avoudikpon Ankou Adzéoda

Awurney Kokou Edzinyefanto
Aouta Matagnissingou
Babaton Héyah
Badjogou Kossi
Gaffan Amégnona.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 48/MTFP du 14/1/81 — Est rapporté, en ce qui concerne M. Abotchi Apévignikou (Gabriel), l'arrêté n° 82/MFP du 20 février 1969 portant intégration.

M. Abotchi Apévignikou (n° mle 000127-R), agent de 1^{re} classe 2^e échelon des postes et télécommunications du Niger (indice Niger 150 = 360 ex AOF = 591 Togo), rayé du contrôle des effectifs de la République du Niger, est intégré dans le cadre des fonctionnaires des postes et télécommunications en qualité d'agent d'exploitation de 2^e classe 2^e échelon (catégorie C — indice 600) à compter du 1^{er} janvier 1969 et conserve une ancienneté d'un an quatre mois (1 an 4 mois), en application des dispositions du décret n° 69-92 du 17 mai 1969.

La situation administrative de M. Abotchi Apévignikou est reprise comme suit :

1. 1.1969 — agent d'exploitation de 2^e classe 2^e échelon AC 1 an 4 mois
1. 9.1969 — agent d'exploitation de 2^e classe 3^e échelon AC néant
1. 9.1971 — agent d'exploitation de 2^e classe 4^e échelon
1. 9.1973 — agent d'exploitation de 1^{re} classe 1^{er} échelon
1. 9.1975 — agent d'exploitation de 1^{re} classe 2^e échelon
1. 9.1977 — agent d'exploitation de 1^{re} classe 3^e échelon
1. 9.1979 — agent d'exploitation principal 1^{er} échelon (catégorie C — indice 900).

L'intéressé reste mis à la disposition de la Présidence de la République (Postes et Télécommunications) chapitre 6, article 9 du budget général.

Le présent arrêté, prend effet au point de vue de la solde à compter du 5 juillet 1979.

Arrêté n° 58/MTFP du 15/1/81 — Les candidats ci-après désignés, titulaires du brevet d'études du premier cycle du second degré ou du certificat de probation du baccalauréat de l'enseignement du 2^e degré sont admis dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteurs-adjoints de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaires (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'enseignement des premier et deuxième degrés (chapitre 24, article 21 du budget général) :

Abalo Koni
Addi Essodina
Adanlete Teko Assiongbon
Amah-Tchoutchoui Tékovi
Amegavi Dotchou Koffi Djigbodi
Ayeva Tchamola
Ankou Akoété
Asimado Ankou Akuatè
Assimpah Kossi Mawuena
Attivi Kudjo Agbokah

Awoussi Agbo Comlan
Baka Makpawé
Barao Kaakah Touré
Doh Koffi Agossou Mepey
Doyi Kossigan
Djagba Sourou M'Bamme
Dzidzinyo Amoussou Kossivi
Edorh Zilo Enyonam Deléminou
Fama Tchatchibara
Gnagmba Bakolounda
Gnagmba D'togra Midakéna
Gnansa Téou
Hemazro Kangni
Kassegne Kodjo Akpo Mawulikplimi
Kisode Tchègnon
Kpodar Nyanvo Adaïna
Kazoulé Agnindouféi Masahalo née Edjam
Koussodji Alové Amégninougouin
Lawson Boëvi Chroco Abalo
Mawuna Amevi Edjodjinam Akpéné
Madjalwa Kona
Messan Labilé Afiavi
Ouro-Akpo Badadounaï
Salawou Djima Koffi Koutsona
Senouvo Kpadé Mémé
Sidamba Aleya
Sodji Megan Agbéko
Sodogan Sokémawu Allabi
Togbe Nini Koffi Dodji
Touleassi Kwassi Mawunyo
Tchakpana Itidou Oga
Tchassama Essowavana
Tchatchedre Banabéssé
Tchedre Manani
Yena Koffi
Yeye Zadjagni Nougnon.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 59/MTFP du 15/1/81 — Les candidats ci-après désignés, admis au concours direct de recrutement des assistants de la météorologie sont admis dans le cadre des fonctionnaires de la météorologie et de l'aéronautique civile en qualité d'assistants de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaires (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre du commerce et des transports (chapitre de prise de service des intéressés :

Akpo Yaovi M'Baa
Ekue Kouévi
Assilenou Komi
Agbedjidji Afantowou
Ouro-Akoriko Agoro
Agbodo Kokou Lanto
Dogboe Kossi Mawuli
Mayaba Tchidaye Awilélou
Nehanke Kouami
Abiguime Kougnontou Issiki Essotname

Le présent arrêté prendra effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 60/MTFP du 15/1/81 — Les candidats ci-après désignés, admis au concours direct de recrutement des assistants de météorologie sont nommés dans le cadre des fonctionnaires de la météorologie et de l'aéronautique civile en qualité d'assistants de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaires (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre du commerce et des transports (chapitre 28, article 7 du budget général) :

Bassah Aboènon Koffi Atsou Deh
Nabouroutiba Koffi Alassane Awali
Kangara Assé S. Dourigna

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 64/MTFP du 19/1/81 — Mlle Apedo Akouavi Essey, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) est admise dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'institutrice-adjointe de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie C — indice 550) et mise à la disposition du ministre de l'enseignement du premier et du deuxième degrés (chapitre 24, article 25, paragraphe 1 du budget général) en remplacement de Mlle Abete Dodo Balamwé licenciée.

Le présent arrêté prendra effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressée.

Arrêté n° 65/MTFP du 19/1/81 — M. Doe Bruce Folly, titulaire du certificat d'études primaires élémentaires (CEPE) et du diplôme des agents de l'enseignement du ministère de l'éducation nationale de la République Centrafricaine (équivalent au certificat d'aptitude au moniteur) est admis dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de moniteur de 3^e classe 1^{er} échelon (catégorie D — indice 270) et mis à la disposition du ministre de l'enseignement du premier et du deuxième degrés (chapitre 24, article 25, paragraphe 1 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de 6 ans, est accordée à M. Doe Bruce pour ses services antérieurs accomplis en République Centrafricaine du 1^{er} octobre 1965 au 6 février 1979 inclus en application des dispositions de l'article 31 (nouveau) du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

La situation administrative de l'intéressé est reprise comme suit :

Moniteur de 3^e classe 1^{er} échelon + 6 ans (bonification)
Moniteur de 3^e classe 2^e échelon + 4 ans (bonification)
Moniteur de 3^e classe 3^e échelon + 2 ans (bonification)
Moniteur de 3^e classe 4^e échelon (bonification épuisée).

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 67/MTFP du 19/1/81 — M. Gantim Gbandi (n° mle 093484-N), mécanicien auto permanent 5^e catégorie échelle C, titulaire du certificat d'aptitude professionnelle option : mécanique-auto, session de juin 1975 et qui réunit cinq ans d'ancienneté dans l'administration, est

admis dans le cadre des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles en qualité de contremaître-adjoint 1^{er} échelon (catégorie C — indice 550) à compter du 1^{er} juillet 1980 et reste mis à la disposition du ministre de la défense nationale (chapitre 10, article 5 du budget général).

Le présent arrêté, prend effet au point de vue de la solde à compter du 20 août 1980.

Arrêté n° 68/MTFP du 21/1/81 — M. Yao Kossi Wabé, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) est admis dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'enseignement du premier et du deuxième degrés (chapitre 24, article 25 paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 69/MTFP du 21/1/81 — M. Kabasse Kossi, titulaire du diplôme de l'école nationale d'agriculture de Tové, est admis dans le cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits en qualité d'ingénieur-adjoint d'agriculture de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie B — indice 750) et mis à la disposition du ministre du développement rural (chapitre 20, article 21, paragraphe 4 du budget général).

Le présent arrêté prendra effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 71/MTFP du 21/1/81 — En attendant la parution du statut particulier des instructeurs de jeunesse et d'animation, les candidats ci-après désignés titulaires du certificat d'aptitude aux fonctions d'instructeurs de jeunesse et d'animation (CAIJ) de Lomé sont nommés dans la catégorie B en qualité d'instructeurs de jeunesse et d'animation de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaires (indice 750) pour compter de leur date de prise de service et mis à la disposition du ministre de la jeunesse, des sports et de la culture (chapitre 32, article 5 du budget général) :

Jimongou Y. Kpéna	Mathe Mama Manou
Flevi Komlan	Furney Koffi Dela Aménopé
Anthony K. Amétowoyona	Kossi Midodji
Tablissi Djuln'Iga Baètrm	Koudjodji Koami Ahadji
Gbetanou Kodzo Sossou	Ouada Kossi
Bassonna Kodjo	Gbadzi Yawo Sefe
Goeh-Akue Adoudé Ahoéfa	Dogbla Kokou Maglo
Ghaum-Bauda Tchaa	Agbonkou Komla Mawuli.
Nabede Kagnaya	

Le présent arrêté prendra effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Titularisations

Arrêté n° 1914/MTFP du 31/12/80 — M. Bayor Soufiane n° mle 101133-F, attaché d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale qui a accompli l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son emploi pour compter du 6 février 1979 et conserve une ancienneté d'un an.

L'intéressé est élevé au 2^e échelon de son grade pour compter du 6 février 1980 (AC épuisée).

Arrêté n° 5/MTFP du 5/1/81 — M. Madjoulba Djoba, professeur de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, qui a accompli l'année réglementaire de stage est titularisé dans son emploi pour compter du 15 janvier 1977 et conserve une ancienneté d'un an.

L'intéressé est élevé aux échelons supérieurs de son grade dans les conditions suivantes :

- 15. 1.78 — professeur de 3^e classe 2^e échelon (AC néant)
- 15. 1.80 — professeur de 3^e classe 3^e échelon.

Arrêté n° 6/MTFP du 5/1/81 — Les adjoints administratifs de 2^e classe 2^e échelon stagiaires ci-après désignés, du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, qui ont accompli l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi dans les conditions suivantes pour compter du 9 février 1978 et conservent chacun une ancienneté d'un an.

Amegboh Djatugbé Cloussé n° mle 017998-Q
 Danhoui Amégnihoué Massan n° mle 017788-N
 Ketor Komlan Selormey n° mle 017743-R
 Kokodoko Adewo A. D. Tata
 Koffi Satevi Attisso.

Les intéressés sont élevés au 3^e échelon (indice 650) de leur grade pour compter du 9 février 1979 (A.C. épuisée).

Arrêté n° 7/MTFP du 5/1/81 — M. Gnazou Massa-maesso Tchaa-Sosso n° mle 014600-S, commis des greffes et parquets de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire du cadre du personnel judiciaire, qui a accompli l'année réglementaire de stage est titularisée dans son emploi à compter du 1^{er} février 1976 et conserve une ancienneté d'un an.

L'intéressé est élevé aux échelons supérieurs de son grade dans les conditions suivantes.

- 1. 2.77 — commis des greffes et parquets de 2^e classe 2^e échelon (indice 310) AC épuisée)
- 1. 2.79 — commis des greffes et parquets de 2^e classe 3^e échelon (indice 350)
- 1. 2.81 — commis des greffes et parquets de 2^e classe 4^e échelon (indice 390).

Arrêté n° 8/MTFP du 5/1/81 — M. Freitas Dovi Kouassi, professeur de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (Cat. A1) n° mle 006220-N du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, qui a accompli l'année réglementaire de

stage est titularisé dans son emploi à compter du 3 novembre 1978 et conserve une ancienneté d'un (1) an.

L'intéressé est élevé au 2^e échelon de son grade à compter du 3 novembre 1979 (ancienneté épuisée).

Arrêté n° 9/MTFP du 5/1/81 — M. Felibigou Bandibe n° mle 106283-V administrateur civil 1^{er} échelon stagiaire du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, qui a accompli l'année réglementaire de stage est titularisé dans son emploi pour compter du 26 décembre 1979 et conserve une ancienneté d'un an.

L'intéressé est élevé au 2^e échelon (indice 1450) de son grade pour compter du 26 décembre 1980 (AC épuisée).

Arrêté n° 37/MTFP du 14/1/81 — Les agents techniques stagiaires ci-dessous désignés du cadre du personnel médical et technique de la santé publique, qui ont accompli l'année réglementaire de stage sont titularisés dans leur emploi pour compter du 1^{er} août 1976 et conservent chacun une ancienneté d'un an.

Salifou Alidou n° mle 018531-D
 Dando Azando n° mle 018343-R
 Nabine Assibi n° mle 018171-D
 Kpatcha Kpohou-Kpa Didjonnadama n° mle 018309-F
 Arnenyinou Attisso Assiongbon Dovi n° mle 018546-C
 Issifou Yékini n° mle 018305-T.

Les intéressés sont élevés au 2^e échelon (indice 850) de leur grade pour compter du 1^{er} août 1979 (AC épuisée).

Arrêté n° 52/MTFP du 14/1/81 — M. Bedou Fousséni Ouro-Gnaou n° mle 012907-M, instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis à l'examen du certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (CEAP 2^e degré session de 1978) est titularisé dans son emploi pour compter du 1^{er} janvier 1979 et conserve une ancienneté d'un an.

L'intéressé est élevé au 2^e échelon de son grade pour compter du 1^{er} janvier 1980 (AC néant).

Arrêté n° 53/MTFP du 14/1/81 — Les professeurs de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaires (cat A2) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement ci-dessous désignés, admis à l'examen du certificat d'aptitude à l'enseignement dans les collèges d'enseignement général (CAP-CEG session de 1978), sont titularisés dans les conditions suivantes pour compter du 1^{er} janvier 1979.

Kpante Tarakpa AC 1 an
 Danhin Yélokpon Yékoda AC 1 an
 Aviah Ankou AC 1 an
 Gasso Yawo Hoewoanou Dzidzo AC 1 an
 Dzodzobu Mensah AC 1 an
 Wilson Bahun Sewa Gbésiagbé AC 1 an
 Sedjro Komi Akpaku AC 1 an

Nubukpo Afiavi Modukpè Wonam, née d'Almeida
AC 1 an

Seddoh Mensah Kwami AC 1 an

Wolou Djele Atsou AC 1 an

Yeto Kodjo Hognigan AC 1 an

Sossa Sossouvi AC 1 an

Abalo Magnitoukila AC 3 m 20 j

Nyadedzi Ewogbè Mensah AC 3 m 20 j

Tekou Kokouvi Zoblewou AC 3 m 26 j

Kourpai Nadjombé AC 3 m 26 j

Dagadou Koffi AC 1 an.

Les intéressés sont élevés au 2^e échelon de leur grade pour compter des dates suivantes (AC néant).

1. 1.80 — Kpante D. Tarakpa
1. 1.80 — Danhin Yélokpon Yékoda
1. 1.80 — Aviah Ankou
1. 1.80 — Gasso Yawo Hoewoanou Dzidzo
1. 1.80 — Dzozobu Mensah
1. 1.80 — Dagadou Koffi
1. 1.80 — Wilson Bahun Sewa Gbésigbé
1. 1.80 — Sedjro Komi Akpaku
1. 1.80 — Nubukpo Afiavi Modukpè Wonam, née d'Almeida
1. 1.80 — Seddoh Mensah Kwami
1. 1.80 — Wolou Djele Atsou
1. 1.80 — Yeto Kodjo Hognigan
1. 1.80 — Sossa Sossouvi
11. 9.80 — Abalo Magnitoukila
11. 9.80 — Nyadedzi Ewogbè Mensah
5. 9.80 — Tekou Kokouvi Zoblewou
4. 9.80 — Kourpai Nadjombé.

Arrêté n° 70/MTFP du 21/1/81 — M. Kpognon Mensah, n° mle 101621-X, attaché d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire, du cadre du personnel de l'administration générale, qui a accompli l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son emploi pour compter du 3 janvier 1979 et conserve une ancienneté d'un an.

L'intéressé est élevé au 2^e échelon de son grade à compter du 3 janvier 1980. AC néant.

Détachements

Arrêté n° 27/MTFP du 8/1/81 — Les agents ci-après désignés, relevant du ministère de la santé publique sont placés en position de détachement pour servir auprès de l'office togolais des phosphates (budget autonome OTP). Badjalimbe Ahou, attaché d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon, en service au centre hospitalier régional de Lama-Kara.

Boni Koffi A. Tiam, agent technique de 2^e classe 2^e échelon en service au centre hospitalier régional d'Atakpamé.

Sade Abdou Kérim, agent technique de 2^e classe 3^e échelon en service à la subdivision sanitaire de Tabligbo.

Lawson Sitou Anani, agent technique de 2^e classe 4^e échelon.

Pendant la durée du détachement les émoluments des intéressés ainsi que les contributions complémentaires à la caisse de retraite du Togo seront à la charge de l'office togolais des phosphates (OTP).

Les intéressés subiront sur leur traitement indiciaire de base, la retenue pour pension de 6 %.

Le présent arrêté a effet à compter du 1^{er} janvier 1981.

Arrêté n° 29/MTFP du 8/1/81 — M. Tabiou Gado, attaché d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en service à l'institut national d'hygiène à Lomé, est placé dans la position de détachement pour servir auprès de la société des produits laitiers du Togo.

Pendant la durée du détachement, les émoluments de M. Tabiou, ainsi que les contributions complémentaires à la caisse de retraites du Togo seront à la charge de la société des produits laitiers du Togo.

L'intéressé subira sur son traitement indiciaire de base, la retenue pour pension de 6 %.

Le présent arrêté a effet pour compter du 1^{er} janvier 1981.

Arrêté n° 61/MTFP du 19/1/81 — M. Kifalang Toyi Balakinébawi, n° mle 003618-C adjoint administratif principal 3^e échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, est placé dans la position de détachement pour servir auprès de la brasserie du Bénin de Lama-Kara.

Durant la période du détachement les émoluments de M. Kifalang Toyi Balakinébawi ainsi que la contribution complémentaire à la caisse de retraite du Togo seront à la charge de la brasserie du Bénin de Lama-Kara.

L'intéressé subira sur son traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 6 %.

Le présent arrêté prend effet à compter du 1^{er} janvier 1981.

Arrêté n° 73/MTFP du 22/1/81 — Les agents ci-après désignés du cadre des fonctionnaires de l'information en service à la télévision, sont placés dans la position de détachement pour servir auprès de l'office togolais du disque à Lomé :

M. Assih Patanani, animateur de programme de 1^{re} classe 2^e échelon

M. Kagnassin Kalantena, contrôleur technique de 2^e classe 1^{er} échelon.

Durant la période du détachement, les émoluments des intéressés ainsi que les contributions complémentaires à la caisse de retraite du Togo seront à la charge de l'office togolais du disque.

Les intéressés subiront sur leur traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 6 %.

Le présent arrêté a effet à compter de la date de sa signature.

Révocations

Arrêté n° 1909/MTFP du 29/12/80 — M. Bouaka Atsou Kodjo n° mle 00442-A ingénieur des travaux 4^e échelon du cadre des fonctionnaires de la radiodiffusion en service à Lama-Kara est révoqué de ses fonctions pour abandon de poste (chapitre 26, article 6 du budget général).

Le présent arrêté a effet pour compter du 21 décembre 1978.

Arrêté n° 1910/MTFP du 29/12/80 — M. Akakpo Kokou, adjoint administratif de 1^{re} classe 2^e échelon, précédemment en service à la direction générale de la planification de l'éducation à Lomé, est révoqué de ses fonctions avec suspension des droits à pensions pour abandon de poste : (chapitre 24, article 8, paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté a effet à compter du 20 décembre 1978.

Licenciements

Arrêté n° 26/MTFP du 8/1/81 — Est rapporté l'arrêté n° 751/MTFP du 12 mai 1980 portant licenciement de M. Pekemsi Patouani, gardien de la paix 1^{er} échelon stagiaire.

Arrêté n° 30/MTFP du 8/1/81 — Les agents ci-après désignés du cadre des fonctionnaires de l'enseignement sont licenciés de leur emploi pour abandon de poste (chapitre 26, article 25, paragraphe 1, exercice 1979 et chapitre 24, article 25 exercice 1980 du budget général).

Ati A. Sébadé, instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire.

Moglo Koffi Mawuko, instituteur de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire.

Anani Kpadonou Mèklè, instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire.

Le présent arrêté a effet à compter du 17 septembre 1979.

Rappel à l'activité

Arrêté n° 25/MTFP du 8/1/81 — M. Pekemsi Patouani, gardien de la paix 1^{er} échelon stagiaire du cadre des fonctionnaires de la police, exclu temporairement de ses fonctions par arrêté n° 24/MTFP du 8 janvier 1981 est rappelé à l'activité à compter du 1^{er} octobre 1980 (chapitre 14, article 7 du budget général).

Démission

Arrêté n° 1918/MTFP du 31/12/80 — Est acceptée à compter du 15 septembre 1980, la démission de ses fonctions offerte par M. Senou Akouété, n° mle 105535-R ingénieur de 3^e classe 2^e échelon du cadre des fonction-

naires des travaux publics et des techniques industrielles en service à la direction générale du plan et du développement à Lomé (chapitre 30, article 4 du budget général).

Retraite

Arrêté n° 12/MTFP du 5/1/81 — M. Abaglo Edjéné Ayi, inspecteur principal 3^e échelon du cadre des fonctionnaires des contributions directes, n° mle 106430-Y, en service à la direction des impôts est admis sur sa demande à faire valoir ses droits à une pension de retraite en application des dispositions de l'article 5-3 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963.

Conformément aux dispositions de l'article 16-II 1^{er} alinéa de la même loi, l'intéressé qui est né le 2 décembre 1937 entrera en jouissance de sa pension le 2 décembre 1992, date à laquelle il aura normalement atteint la limite d'âge.

Le présent arrêté a effet à compter du 1^{er} janvier 1981.

Rectificatifs

RECTIFICATIF du 29/12/80 à l'arrêté n° 294/MTFP du 21 février 1980, portant nomination.

Au lieu de :

M. Logossou Kossi Mawulom, n° mle 105938-A, titulaire du certificat d'aptitude pédagogique (CAP-session d'août 1977) est admis dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie B — indice 750) pour compter du 2 mai 1979 date de sa prise de service et reste mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 21 du budget général).

Lire :

M. Logossou Kossi Mawulom, n° mle 105938-U, titulaire du certificat d'aptitude pédagogique (CAP-session d'août 1977) est admis dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie B — indice 750) pour compter du 2 mai 1979 date de sa prise de service et reste mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 21 du budget général).

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 29/12/80 à l'arrêté n° 1584/MTFP du 4-11-80 portant nomination

Au lieu de :

Mlle Houndjo Dedjenou Dédé, titulaire du diplôme de l'école nationale d'agriculture de Tové, est admise dans le cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage des eaux et forêts et du conditionnement de 2^e

classe 1er échelon stagiaire (catégorie B — indice 750) et mise à la disposition du ministre de l'aménagement rural (chapitre 36, article 4 paragraphe 1 du budget général).

Lire :

Mlle Houndjo Dedjenou Dédé, titulaire du diplôme de l'école nationale d'agriculture de Tové, est admise dans le cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage des eaux et forêts et du conditionnement des produits en qualité d'ingénieur-adjoint de 3^e classe 1er échelon stagiaire (catégorie B — indice 750) et mise à la disposition du ministre de l'aménagement rural (chapitre 34, article 4 paragraphe 1 du budget général).

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 7/1/81 à l'arrêté n° 516/MTFP du 7 août 1974

Après :

Les candidats ci-dessous désignés titulaires du BEPC sont admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteurs-adjoints de 3^e classe 1er échelon stagiaires (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 26, article 7 du budget général).

Au lieu de :

Bossou Gabriel

Lire :

Bosso Gabah Anku Ezoba

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 8/1/81 à la décision n° 2275/MTFP du 26 décembre 1979 constatant absence irrégulière

Est constatée pour compter des dates suivantes, l'absence irrégulière de leurs postes des fonctionnaires ci-dessous désignés, relevant du ministère des affaires étrangères et de la coopération :

Au lieu de :

15 septembre 1979

Ohiami Kokou, administrateur civil de 1^{re} classe 2^e échelon n° mle 010227-G

1er novembre 1979

Lawson Avunsu Lalé Lôlô, secrétaire d'administration de 2^e classe 3^e échelon, n° mle 014200-J.

Lire :

15 septembre 1979

Ohiami Kokou, administrateur civil de 1^{re} classe 2^e échelon n° mle 010227-D.

Lawson Laté Lôlô, secrétaire d'administration de 2^e classe 3^e échelon, n° mle 014200-J.

Le reste sans changement.

**MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES,
DE L'ENERGIE ET DES RESSOURCES
HYDRAULIQUES**

**ARRETE interministériel n° 1/MTPMERH/MINT/MISE
du 21 janvier 1981**

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, DE L'ENERGIE
ET DES RESSOURCES HYDRAULIQUES,

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR,

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE ET DES SOCIETES D'ETAT,

Vu la constitution notamment ses articles 15, et 17, 20 et 21 ;
Vu les mesures arrêtés par le Comité central du rassemblement du
Peuple togolais ;

A R R E T E N T :

Article premier — Pour l'entretien des installations hydrauliques et pour éviter le gaspillage de l'eau, il sera dorénavant demandé aux usagers des bornes fontaines installées sur l'ensemble du territoire une contribution pour la prise de l'eau.

Art. 2. — Le montant de cette contribution est fixé à cinq (5) francs CFA pour deux estagnons de vingt litres.

Art. 3. — La date d'entrée en vigueur de cette disposition est fixée au 15 février 1981.

Art. 4. — Les chefs de circonscriptions, les maires des communes et le directeur général de la régie nationale des eaux du Togo (RNET), sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 21 janvier 1981

Le ministre de l'intérieur,

K. T. D. LACLE

Le ministre des travaux
publics, des mines, de

Le ministre de l'industrie
et des sociétés d'Etat,

K. KPETIGO

l'énergie et des ressources
hydrauliques,

B. M. BARQUE

**MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT
DES TROISIEME ET QUATRIEME DEGRES**

Nominations

Arrêté n° 1/METQDRS du 8/1/81 — M. Thiebaut Jean Marie, inspecteur départemental de l'éducation, assistant technique français, est nommé conseiller technique auprès du directeur de la formation permanente, de l'action et de la recherche pédagogiques.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de signature.

Arrêté n° 2/METQDRS du 8/1/81 — M. Diarah Mamadou, expert de l'UNESCO, est nommé conseiller technique auprès du directeur de la formation permanente, de l'action et de la recherche pédagogiques.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de signature.

**MINISTERE DU PLAN ET DE LA REFORME
ADMINISTRATIVE**

**ARRETE N° 1/MPRA/CAB du 12 janvier 1981 portant
création d'une direction des affaires communes,
chargée de la gestion du personnel et du matériel.**

LE MINISTRE DU PLAN ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE

Vu l'article 21 de la constitution ;

Vu le décret n° 80-183 du 26 juin 1980 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 67-22 du 26 janvier 1967, définissant les compétences ministérielles en matière de recrutement, d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel ;

Vu les nécessités de service,

A R R E T E :

Article premier — En attendant l'adoption du décret fixant les principes généraux d'organisation des départements ministériels, il est créé au ministère du plan et de la réforme administrative une direction des affaires communes, chargée de la gestion du personnel et du matériel.

Art. 2. — La direction des affaires communes, chargée de la gestion du personnel centralise les dossiers administratifs des personnels en fonction dans les directions et services du département, ainsi que dans leurs antennes régionales.

Art. 3. — La direction des affaires communes, chargée du personnel, assure l'administration des personnels et la gestion du matériel en accord avec les directeurs et chefs de service qui les emploient dans la limite des pouvoirs délégués aux ministres de tutelle.

A cet effet, elle suit la carrière des agents en service dans le département.

Elle est en outre chargée :

— de centraliser les dossiers et d'assurer leur transmission au ministère de la fonction publique ;

— de préparer et soumettre à la signature du ministre les projets d'actes susceptibles d'être pris au niveau du département et les projets de toutes correspondances concernant ces personnels.

La direction des affaires communes chargée du personnel assure la liaison avec les autres départements pour toutes les questions ayant trait à la vie et à la carrière des agents du département.

Art. 4. — Le directeur des affaires communes, chargé de la gestion du personnel et du matériel, est nommé par arrêté du ministre du plan et de la réforme administrative.

Il est placé sous l'autorité directe du ministre du plan et de la réforme administrative.

Art. 5. — Le présent arrêté sera enregistré et publié au **Journal officiel**.

Lomé, le 12 janvier 1981

K. M. DOGO

Autorisations de virement

Décision n° 3/MPRA/DGPD/DFCEP du 22-1-81 — Est autorisé le virement en faveur de l'Institut de recherches du coton et des textiles exotiques (IRCT) à Kolocopé à son compte n° 290.010-U ouvert à la BIAO Lomé de la somme de : deux millions cinq cent mille (2.500.000) francs CFA représentant la contribution togolaise au fonctionnement de la Station centrale d'Anié-Kolocopé.

La dépense est imputable sur le budget d'investissement et d'équipement 1980, titre VI, chapitre 1, article 2, paragraphe 1, rubrique A (CF n° 364/80 du 31 octobre 1980).

Le directeur du financement et du contrôle de l'exécution du plan et le trésorier-payeur sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n° 4/MPRA/DGPD/DFCEP du 21-1-81 — Est autorisé le virement au profit des « Projets Education » à leur compte ouvert dans les écritures du trésorier-payeur du Togo sous le n° 113-52, de la somme de deux cent millions (200.000.000) de francs CFA représentant la participation togolaise auxdits projets.

La dépense est imputable sur le budget d'investissement et d'équipement 1980, titre V, chapitre 2, article 3, paragraphe 1 rubrique D (CF n° 109/80/AS du 28 mai 1980).

Le directeur du financement et du contrôle de l'exécution du plan et le trésorier-payeur du Togo sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n° 5/MPRA/DGPD/DFCEP du 22-1-81 — Est autorisé le virement au profit du projet pistes rurales (AID-810/TO) à son compte ouvert dans les écritures du trésorier-payeur du Togo sous le n° 038 de la somme de cinquante millions (50.000.000) de francs CFA représentant la cinquième tranche de la participation togolaise au fonds de roulement pour l'exécution des travaux de pistes rurales.

La dépense est imputable sur le budget d'investissement et d'équipement 1979, titre III, chapitre 5, article 1, paragraphe 1, rubrique D (CF n° 245/79 du 5 novembre 1979 AS).

Le directeur du financement et du contrôle de l'exécution du plan et le trésorier-payeur du Togo sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Nomination

Arrêté n° 3/MPRA du 12/1/81 — M. Randolph Yaovi, administrateur civil principal 1er échelon (indice 2350) est nommé chargé de mission.

Le présent arrêté, a effet pour compter de la date de sa signature.

MINISTERE DE L'AMENAGEMENT RURAL

Nomination

Décision n° 3/MAR du 22/1/81 — M. Patabadi Essonèya, adjoint-technique d'élevage de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire, en service à la circonscription d'élevage de Notsé est nommé chef de la dite circonscription d'élevage en remplacement de M. Ayrakou Toble Mensah ingénieur-adjoint d'élevage parti en stage.

Les émoluments de M. Patabadi Essonèya ne changent pas d'imputation budgétaire.

La présente décision prend effet pour compter du 1^{er} novembre 1979.

MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL

Décision n° 4/MDR du 29/1/81 — M. Amegavie Kobla, vétérinaire-inspecteur 3^e échelon est nommé directeur du projet pisciculture en cage, cumulativement avec ses fonctions de chef de division des productions halieutiques.

Ses émoluments demeurent imputables sur le chapitre 20, article 14 du budget général.

M. Amegavie est désigné pour agir en qualité de représentant du gouvernement, pour l'ensemble des opérations de décaissement et d'utilisation de la subvention affectée au projet et suivant les modalités prescrites à cet effet.

La présente décision prend effet pour compter de la date de sa signature.

MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DES SOCIÉTÉS D'ETAT

Membres du conseil d'administration

Arrêté n° 3/MISE du 26/1/81 — Sont nommés membres du conseil d'administration de la Société togolaise des détergents les personnes dont les noms suivent :

A — REPRESENTANTS DE L'ETAT

M. Kavegue Dovi président : représentant le ministère de l'industrie et des sociétés d'Etat

M. Agbodjinou Kossi vice-président : représentant le ministère de l'industrie et des sociétés d'Etat

M. Tcha Katanga membre : représentant le ministère du plan

M. Dogbe Kokouvi membre : représentant le ministère des finances

M. Appoh Kodjo membre : représentant le ministère du commerce

M. Aguey membre observateur : représentant l'inspection générale d'Etat.

B — REPRESENTANTS DU SECTEUR PRIVE

M. Creppy Anani : représentant de Gonzague actionnaire

M. Sassou Messan : actionnaire

M. Sant-Anna Tazi : actionnaire.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de sa signature.

DIVERS

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

Concession de pensions de retraite, de veuve et d'orphelin

Arrêté n° 2/MFE/CR du 6/1/81 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à chacune des veuves :

Mme veuve Dadzie Ayémakou (née Ahadjisse)

Mme veuve Dadzie Djatui (née Miledji) épouses de M. Dadzie Nutékpo, ouvrier de 1^{re} classe du corps du personnel des travaux publics (indice 613, pourcentage 69 %) en retraite décédé le 26 septembre 1979, une pension de veuve au taux annuel de soixante neuf mille cent huit (69.108) francs pour compter du 1^{er} octobre 1979 et de soixante seize mille seize (76.016) francs pour compter du 1^{er} janvier 1980.

Par application des dispositions de l'article 22 paragraphe 2 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, il est alloué à chacune des veuves susdénommées une majoration pour famille nombreuse au taux de 25 % de leur pension principale au titre de leurs enfants respectifs ci-après désignés :

Pour Mme veuve Dadzie Ayémakou (née Ahadjisse)

Ablavi, née le 26 décembre 1939

Ayao, né le 3 décembre 1942

Ayawovi, née le 20 mai 1948

Séladémon, née le 24 juillet 1952

Kodjogan, né le 18 juin 1956

Kossi, né le 29 mars 1959.

Pour Mme veuve Dadzie Djatui (née Miledji)

Ayawovi, née le 17 avril 1947

Akakovi, né le 22 mars 1951

Towoko, née le 30 avril 1953

Kossiwa, née le 31 juillet 1955

Kodjo, né le 30 juin 1958

Kodjovi, né le 6 février 1961.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à dix sept mille deux cent quatre vingt (17.280) francs pour compter du 1^{er} octobre 1979 et dix neuf mille quatre (19.004) francs pour compter du 1^{er} janvier 1980.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin fixée à vingt sept mille six cent quarante quatre (27.644) francs l'an pour compter du 1^{er} octobre 1979 et à trente mille qua-

re cent huit (30.408) francs par an pour compter du 1er janvier 1980 à chacun des orphelins dénommés ci-après :

Kossi, né le 23 mars 1959
Kodjovi, né le 6 février 1961
Adjowa, née le 14 juin 1965
Afiwa, née le 23 juillet 1971.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants les émoluments attribués aux orphelins dénommés ci-dessus seront versés entre les mains de M. Dadzie Akapovi, administrateur des biens, chargé de la tutelle des orphelins mineurs du de cujus.

Arrêté n° 3/MFE/CR du 8/1/81 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 74 %) au montant annuel de un million cent dix sept mille cent vingt quatre (1.117.124) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Mensah Yao (Casimir), inspecteur en chef de classe exceptionnelle du corps du personnel des postes et télécommunications du Togo (indice 2100) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er octobre 1980.

M. Mensah Yao (Casimir) pourra prétendre, pour compter du 1er octobre 1980 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1er au 5è rang) ci-après désignés :

Ami, né le 23 février 1963
Edem, né le 26 juin 1966
Edinam, née le 5 novembre 1968
Essivi, née le 21 juin 1970
Kafui, née le 28 septembre 1972.

Arrêté n° 4/MFE/CR du 15/1/81 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 74 %) au montant annuel de six cent soixante quatre mille neuf cent cinquante six (664.956) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Kengbo Anumu (Daniel) ingénieur adjoint de 2è classe 2è échelon du corps du personnel des fonctionnaires de l'élevage (indice 1250) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er avril 1980.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Kengbo Anumu (Daniel) pour compter du 1er avril 1980 une majoration pour famille nombreuse au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6è rang) ci-après désignés :

Ezосу, née le 6 octobre 1946
Kpadé, né le 21 juin 1949
Coussivi, née le 26 mars 1954
Massan, née le 5 janvier 1957
Akonyihoun, né le 1er décembre 1957
Houmevi, né le 12 juillet 1959.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent soixante six mille deux cent quarante (166.240) francs pour compter du 1er avril 1980.

M. Kengbo Anumu (Daniel) pourra prétendre, pour compter du 1er avril 1980 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants du (7è au 19è rang) ci-après désignés :

Afi, née le 2 novembre 1962
Kayi, née le 8 avril 1963
Hunkpati, né le 4 avril 1964
Kodjètin, né le 22 juillet 1965
Houton, né le 12 novembre 1968
Tchotcho, née le 30 août 1969
Kpanou, né le 13 octobre 1971
Kpadénou, né le 7 juin 1973
Sèleda, née le 4 juin 1976
Vinyialé, née le 5 avril 1977
Kwasi, né le 9 avril 1978
Yaluisi, né le 31 janvier 1979.

Arrêté n° 11/MFE/CR du 19/1/81 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Aziati Ama Ahoéfa (née Kodjo) épouse de M. Aziati Amenou, gendarme adjoint de 2è classe 3è échelon, n° mle 720 du corps du personnel de la gendarmerie nationale togolaise (indice 330, pourcentage 23%) décédé le 9 janvier 1979, une pension de veuve au taux annuel de vingt quatre mille huit cent quatre (24.804) francs pour compter du 17 novembre 1979 et de vingt sept mille deux cent quatre vingt quatre (27.284) francs pour compter du 1er janvier 1980.

Cette pension est augmentée d'une rente viagère d'invalidité fixée à quatre vingt dix huit mille vingt huit (98.028) francs par an pour compter du 17 novembre 1979 et à cent sept mille huit cent trente deux (107.832) francs par an pour compter du 1er janvier 1980.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse, une pension temporaire d'orphelin fixée à quatre mille neuf cent soixante (4.960) francs l'an pour compter du 17 novembre 1979 et à cinq mille quatre cent cinquante six (5.456) francs l'an pour compter du 1er janvier 1980 à chacun des orphelins dénommés ci-après :

Agbegniga, né le 25 juin 1974
Djidjogbé, né le 13 janvier 1978.

Cette pension est augmentée d'une rente viagère d'invalidité fixée pour chacun des orphelins désignés ci-dessus à dix neuf mille six cent huit (19.608) francs par an pour compter du 17 novembre 1979 et à vingt et un mille cinq cent soixante huit (21.568) francs l'an pour compter du 1er janvier 1980.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants les émoluments attribués aux orphelins susdénommés seront versés entre les mains de M. Aziati Ayamou Koffi, chargé de leur tutelle.

Arrêté n° 13/MFE/CR du 20.1.81 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme Vves Kombate Kondjiti (née Laré) épouse de M. Kombate Lamboni Momprien, brigadier-chef 2è éch. des Douanes (indice 590, pourcentage 80% en retraite) décédé le 30 jan-

vier 1980, une pension de veuve au taux annuel de cent soixante neuf mille six cent cinquante six (169.656) francs pour compter du 1er février 1980.

Par application des dispositions de l'article 22, paragraphe 2 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, il est alloué à Mme Vve Kombate Kondjiti (née Laré) une majoration pour famille nombreuse au taux de 10 % de sa pension principale au titre de ses enfants dénommés ci-après :

Lalpo, né le 15 avril 1948
Yétroudjo, née le 15 juillet 1952
Amidou, né le 4 novembre 1958.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à seize mille neuf cent soixante huit (16.968) francs pour compter du 1er février 1980.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin fixé à trente trois mille neuf cent trente deux (33.932) francs pour compter du 1er février 1980 à chacun des orphelins ci-après dénommés :

Filidjo, né le 17 septembre 1965
Lanainame, né le 7 octobre 1967
Azouma, née 7 juin 1969
Poukni, née le 21 août 1970
Palabé, née le 20 septembre 1971
Tsième, né le 12 mai 1972
Mariama, née 11 juin 1975.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments accordés ci-dessus seront versés entre les mains de M. Kombate Yétroudjo, administrateur des biens et tuteur des orphelins du de cujus.

Arrêté n° 15/MFE/CR du 21-1-81 — Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 72 %) au montant annuel de six cent vingt et un mille cent quatre (621.104) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Palanga Gnoungbawè N'Défè N'Doro, adjudant chef 3^e échelon n° mle 920 du corps du personnel des gardiens de circonscription (indice 1200) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er décembre 1980.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Palanga Gnoungbawè N'Défè N'Doro pour compter du 1er décembre 1980 une majoration pour famille nombreuse au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Mazalo, née le 14 janvier 1955
Mawimandi, née le 15 octobre 1958
Tcha-Kpélou, né le 10 avril 1960
Essoyomèwè, né le 19 avril 1961
Essossinam, née le 18 novembre 1961
Simtègbèdi, né le 28 avril 1963.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent cinquante cinq mille deux cent soixante seize (155.276) 1980;

M. Palanga Gnoungbawè N'Défè N'Doro pourra prétendre pour compter du 1er décembre 1980 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7^e au 26^e rang) ci-après désignés :

Essotom, né le 29 mai 1965
Essohanam, né le 29 mai 1965
Hodalo, né le 28 juillet 1965
Eba-Essowè, née le 17 avril 1966
Potonomowai, né le 7 février 1968
Pakayokou, né le 26 mai 1969
Atamatolo, né le 6 novembre 1969
N'Ghama-N'Zih, le né le 11 février 1970
Dabanana, ne le 28 juin 1970
Esso-Eléma, né le 21 juillet 1972
Tchiam, né le 27 mai 1973
Piyale, née le 31 novembre 1974
Essodjénamo, née le 26 juillet 1975
Essobipo, née le 3 septembre 1975
Pitètemda, né le 14 octobre 1978
Payaki-Déou, né le 30 juillet 1978
Aloouègnim, née le 28 août 1978
Manguiliwè, né le 29 avril 1980
Pototchèba, né le 9 octobre 1980.

Arrêté n° 16-MEF-CR du 21/1/81 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites à chacune des veuves ci-après désignées :

Mme veuve Mensah Tokoun. (née Agbassou)
Mme veuve Mensah Kokoèvi (née Foligan)

épouses de M. Mensah Tshadéus, contremaître 3^e échelon des travaux publics du Togo (indice 850, pourcentage 64 %) décédé le 23 juillet 1976, une pension de veuve au taux annuel de quatre vingt huit mille huit cent quatre vingts (88.880) francs pour compter du 21 novembre 1979 et quatre vingt dix sept mille sept cent soixante huit (97.768) francs pour compter du 1er janvier 1980.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin fixée à trente cinq mille cinq cent cinquante deux (35.552) francs pour compter du 21 novembre 1979 et à trente neuf mille cent huit (39.108) francs par an pour compter du 1er janvier 1980 à chacun des orphelins dénommés ci-après :

Lasey, né le 25 juillet 1962
Tètè, né le 29 août 1962
Akovi, né le 26 novembre 1964
Povi, née le 21 mai 1966
Agnélé, née le 24 novembre 1968
Agnité, né le 22 janvier 1971

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoulements attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. Mensah Kpoti Djama-djito, administrateur des biens et tuteur des orphelins du de cujus.

Arrêté n° 17/MFE/CR du 22-1-81 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 80 %) au montant annuel de trois cent soixante deux mille trois cent douze (362.312) francs payable comme suit :

— deux cent quatre vingt treize mille cent seize (293.116) francs sur les fonds de l'Etat français pour compter du 1er décembre 1962.

Soixante neuf mille cent quatre vingt seize (69.196) francs pour compter du 1er avril 1980 sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Akpa Ayikoué Dansou Homékou, brigadier-chef 3^e échelon des douanes du Togo (indice 630) admis à la retraite.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Akpa Ayikoué Dansou Homékou, pour compter du 1er avril 1980 une majoration pour famille nombreuse au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Têko, né le 7 novembre 1959
Améyo, née le 23 septembre 1961
Kossi, né le 21 octobre 1962
Komi, né le 27 juillet 1963
Kodjo, né le 19 août 1963
Kossiwa, née le 29 septembre 1963.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à dix sept mille trois cents (17.300) francs pour compter du 1er avril 1980.

M. Akpa Ayikoué Dansou Homékou pourra prétendre pour compter du 1er avril 1980 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7^e au 23^e rang) ci-après désignés :

Koffiwa, née le 25 décembre 1964
Koffi, né le 2 juillet 1965
Afi, née le 15 juillet 1966
Ama, née le 25 juin 1968
Essie, née le 21 juillet 1968
Koffidjen, né le 24 janvier 1969
Kossivi, né le 30 mai 1970
Komlan, né le 29 décembre 1970
Koffivi, né le 2 juillet 1971
Ami, née le 8 juillet 1972
Kangni, né le 23 mai 1973
Mensah, né le 7 mai 1974
Ahoefa, née le 29 mars 1976
Kafui, née le 6 juin 1976
Kossiwa, née le 18 juin 1978
Essivi, née le 10 septembre 1978
Koffi, né le 19 octobre 1978.

Arrêté n° 18/MFE/CR du 22-1-81 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 74%) au montant annuel de cinq cent cinquante huit mille cinq cent soixante quatre (558.564) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Perlas Kossi (Félix) contrôleur technique principal du corps du personnel des chemins de fer du Togo (indice 1.050) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er octobre 1980.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse du Togo à M. Perlas Kossi (Félix) pour compter du 1er octobre 1980 une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Kossivi, né en 1945
Koffi, né le 30 septembre 1949
Kokouvi, né le 25 juillet 1951
Kossivi, né le 20 juillet 1952
Kokouvi, né le 6 octobre 1954
Comlan, né le 28 mars 1957.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent trente neuf mille six cent quarante quatre (139.644) francs pour compter du 1er octobre 1980.

M. Perlas Kossi (Félix) pourra prétendre, pour compter du 1er octobre 1980 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7^e au 11^e rang) ci-après désignés :

Kouami né le 30 avril 1960
Adjowavi née le 4 février 1963
Kossivi né le 20 juin 1965
Koffi né le 12 février 1968.

Arrêté n° 19/MFE/CR du 22-1-81 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 77 %) au montant annuel de cinq cent quatre vingt et un mille deux cent huit (581.208) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraite du Togo à M. Attisso Efoé (François), agent de constatation principal de classe exceptionnelle du personnel des douanes du Togo (indice 1050) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er avril 1980.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Attisso Efoé (François) pour compter du 1er avril 1980 une majoration pour famille nombreuse au taux de 20 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 5^e rang) ci-après désignés :

Djatougbe, née le 24 décembre 1956
Etsri, né le 21 mai 1958
Akoli, né le 12 avril 1959
Hanouvi, née le 10 août 1961
Sassou, né le 20 avril 1963.

Le taux de la majoration accordée ci-dessus est porté de 20% à 25 % pour compter du 28 novembre 1980 au titre de son enfant Kayissan, née le 28 novembre 1964.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent seize mille deux cent quarante quatre (116.244) francs pour compter du 1er avril 1980 et à cent quarante cinq mille trois cent quatre (145.304) francs pour compter du 28 novembre 1980.

M. Attisso Efoé (François) pourra prétendre, pour compter du 1er avril 1980 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 6^e au 8^e rang) ci-après désignés :

Kayissan, née le 28 novembre 1964
Akolisseh, né le 11 décembre 1966
Tchotcho, née le 2 juin 1970.

Arrêté n° 20/MFE/CR du 27-1-81 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 73%) au montant annuel de un million trois cent quatre vingt-dix mille cent cinquante six (1.390.656) francs est attribuée sur les

fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Gam Hotou. nou Yaovi (Benoît) administrateur civil principal de 3^e échelon de l'administration générale du Togo (indice 2.650) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1981.

M. Gam Hotonou Yaovi (Benoît) pourra prétendre pour compter du 1^{er} janvier 1981 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 4^e rang) ci-après désignés :

Suzanne, née le 27 juillet 1960
Justin, né le 1^{er} juillet 1962
Marie, née le 12 juin 1965
Mathilde, née le 30 mai 1966.

Arrêté n° 21/MFE/CR du 27-1-81 — Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 50%) au montant annuel de cent soixante et un mille sept cent quarante huit (161.748) francs est attribuée sur les fonds de la caisses de retraites du Togo à M. Pouyo N'Gbandèba, caporal 5^e échelon n° mle 29740 du corps du personnel des forces armées togolaises (ind. 450) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} mars 1980.

M. Pouyo N'Gbandèba pourra prétendre, pour compter du 1^{er} mars 1980 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Simgnoïmanatou, né le 11 mars 1961
Naka, né le 19 mars 1963
Yéma, née le 25 décembre 1963
Aklisoh, né le 25 novembre 1964
Atafenam, née le 2 janvier 1966
Simgline, né le 3 mai 1966.

Arrêté n° 22/MFE/CR du 28-1-81 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 67 % au montant annuel de quatre cent cinquante sept mille cinq cent soixante (457.560) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Wilson-Bahun Adjété Tètè Agbelenkor, agent d'exploitation principal 1^{er} échelon du corps du personnel des postes et télécommunications (indice 950) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1981.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Wilson-Bahun Adjété Tètè Agbelenkor pour compter du 1^{er} janvier 1981 une majoration pour famille nombreuse au taux de 15 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 4^e rang) ci-après désignés :

Akpé, née le 7 novembre 1951
Akolé, née le 12 août 1955
Akouété, né le 13 juin 1958
Akolé, née le 6 juillet 1960.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à soixante huit mille six cent trente six (68 636) francs pour compter du 1^{er} janvier 1980.

M. Wilson-Bahun Adjété Tètè Agbelenkor pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1981 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 5^e au 6^e rang) ci-après désignés :

Dovi, née le 28 août 1961
Akolé, née le 27 mai 1975.

Arrêté n° 24/MFE/CR du 28-1-81 — Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 52 %) au montant annuel de deux cent quatorze mille neuf cent quarante quatre (214.944) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Alabi Katakiti Affo, Caporal chef 5^e échelon n° 27.992 du corps du personnel des Forces Armées Togolaise (indice 575) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} septembre 1980.

M. Alabi Katakiti Affo pourra prétendre, pour compter du 1^{er} septembre 1980 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titres de ses enfants (du 1^{er} au 12^e rang) ci-après désignés :

Kossobouré, née le 3 décembre 1967
Gado, né le 15 juin 1970
Bayébati, né le 12 juillet 1970
Batigi, né le 15 septembre 1970
Nannan, né le 11 février 1973
Dissaga, né le 11 février 1973
Wosso, né le en 1974
Bafari, né le 2 mars 1975
Massoulou, né le 17 juin
Akoun, née le en 1975
Mayré, le 23 avril 1976
Ekéma, né le 21 septembre 1977.

Arrêté n° 25/MFE du 28-1-81 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 44 %) au montant annuel de trois cent mille quatre cent quatre vingt huit (300.488) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Atchrimi Koumassi Komlan, adjudant 2^e échelon n° mle 0022 du corps du personnel des forces armées togolaises (indice 950) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} septembre 1980.

M. Atchrimi Koumassi Komlan pourra prétendre, pour compter du 1^{er} septembre 1980 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 8^e rang) ci-après désignés :

Abadjè, née le 30 janvier 1964
Kotchikpa, né le 4 juillet 1971
Ayéfounè, né le 1^{er} novembre 1971
Koubadjè, née le 8 avril 1973
Ayetché, né le 15 septembre 1977
Koussem, né le 10 octobre 1977
Owé, née le 1^{er} juin 1978
Otcha, née le 1^{er} juin 1978.

Arrêté n° 26/MFE/CR du 29-1-81 — Une pension proportionnelle (pourcentage 42 %) au montant annuel de cent vingt neuf mille huit cent vingt huit (129.828) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Guedeoussou Ayayi Akakpo, moniteur de 2e classe 1er échelon du corps du personnel de l'enseignement du Togo (indice 430) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er octobre 1980.

M. Guedeoussou Ayayi Akakpo pourra prétendre, pour compter du 1er octobre 1980, sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7e au 9e rang) ci-après désignés :

Têê, né le 17 février 1961

Kouassi, né le 2 août 1964

Anani, né le 7 juin 1966.

Arrêté n° 27/MFE/CR du 30-1-81 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 49 %) au montant annuel de deux cent deux mille cinq cent quarante quatre (202.544) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Gnamine Dademba, caporal-chef 5e échelon n° mle 0036/M du corps du personnel de la musique principale des forces armées togolaise (indice 575) réformé sanitaire.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er septembre 1980.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Gnamine Dademba une rente d'invalidité temporaire, pourcentage 50 % de la grille indiciaire des militaires des Forces Armées Togolaises fixée à cent sept mille huit cent trente deux (107.832) francs l'an avec jouissance du 20 juin 1980 au 19 juin 1983.

M. Gnamine Dademba pourra prétendre pour compter du 1er septembre 1980 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1er au 5e rang) ci-après désignés :

Ahim, né le 6 décembre 1974

Wédé, né le 6 juin 1975

Anaté, né le 7 août 1975

Yawa, née le 23 décembre 1977

Akouwa, née le 28 juillet 1980.

Arrêté n° 27 (bis)/MFE/CR du 2/2/81 — La pension proportionnelle concédée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Mensah Vioto Kuassi, agent d'exploitation principal de classe exceptionnelle des postes et télécommunications du Togo admis à la retraite est révisée et fixée au taux de 27% des émoluments de base correspondant à l'indice 1050 pour compter du 1er juillet 1980.

Le montant annuel de la nouvelle pension est fixée à cinq cent quarante trois mille quatre cent soixante huit (543.468) francs pour compter du 1er juillet 1980.

Il est également attribué sur les fonds de la même caisse à M. Mensah Vioto Kuassi pour compter du 1er juillet 1980 une majoration pour famille nombreuse au taux de 10% de sa nouvelle pension principale pour compter du 1er juillet 1980 et de 15% pour compter du 1er novembre 1980 au titre de ses enfants (du 1er au 4e rang) ci-près désignés :

Ayi, né le 3 septembre 1956

Dédé, née le 19 mai 1958

Kokoé, né le 11 septembre 1961

Ayayi, né le 31 octobre 1964.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixée à cinquante quatre mille trois cent quarante huit (54.348) francs pour compter du 1er juillet 1980 et à quatre vingt et un mille cinq cent vingt (81.520) francs pour compter du 1er juillet 1980.

Les sommes déjà perçues par l'intéressé en application de l'arrêté n° 347 MFE/CR du 11 septembre 1980 seront déduites des arrérages de la nouvelle pension fixée par le présent arrêté.

Arrêté n° 28/MFE/CR du 2-2-81 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 72%) au montant annuel de six cent quatre vingt dix huit mille sept cent quarante quatre (698.744) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Boyode Akohbana Tani, agent technique de 1ère classe 3e échelon du corps du personnel de la santé publique du Togo (indice 1.350) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1981.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Boyode Akohbana Tani pour compter du 1er janvier 1981 une majoration pour famille nombreuse au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang) ci-après désignés :

Abalo, né le 9 juillet 1946

Mihiwa, née le 29 novembre 1950

Mani, né le 9 décembre 1951

Essotina, né le 28 juillet 1953

Kabaféyi, né le 13 septembre 1954

Palakiyé, né le 26 juin 1955.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent soixante quatorze mille six cent quatre vingt huit (174.688) francs pour compter du 1er janvier 1981.

M. Boyode Akohbana Tani pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1981 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 11e au 14e rang) ci-après désignés :

Anaobidede, née le 5 mai 1962
 Aklaesso, né le 5 janvier 1962
 Bawumotom, née le 12 septembre 1964
 Bawoulamlong, né le 15 août 1967.

Arrêté n° 29/MFE/CR du 2-2-81 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 40 %) au montant annuel de cent vingt mille sept cent soixante douze (120.772) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Nalou Loukou Tchacou Kossi, soldat de 1re cl. 5è échelon n° mle 0289 du corps du personnel des forces armées togolaises (indice 420) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er juin 1980.

M. Nalou Loukou Tchacou Kossi pourra prétendre, pour compter du 1er juin 1980 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1er au 4è rang) ci-après désignés :

Adjoa, née le 13 octobre 1971
 Afiwa, née le 19 avril 1974
 Kodjovi, né le 17 mai 1976
 Gnandiou, née le 4 janvier 1979.

Arrêté n° 31/MFE/CR du 3-2-81 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 63 %) au montant annuel de trois cent quatre vingt onze mille cent trente deux (391 132) francs pour compter du 28 novembre 1979 et de quatre cent trente mille deux cent quarante quatre (430.244) francs pour compter du 1er janvier 1980 est attribué sur les fonds de la caisse de retraite du Togo à M. Adjéoda Komlan (Athanase) adjoint administratif principale 2è échelon du corps du personnel de l'administration générale du Togo (indice 950) admis à la retraite.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Adjeoda Komlan (Athanase) pour compter du 28 novembre 1979 une majoration pour famille nombreuse au taux de 20% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 5è rang) ci-après désignés :

Ablavi, née le 12 février 1955
 Adjoa, née le 31 mai 1959
 Abravi Sika, née le 7 juillet 1959
 Yaovi, né en 1960
 Yawoa, née le 29 juin 1961.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à soixante dix huit mille deux cent vingt huit (78.228) francs pour compter du 28 novembre 1979 et à quatre vingt six mille quarante huit (86.048) francs pour compter du 1er janvier 1980.

M. Adjeoda Komlan (Athanase) pourra prétendre pour compter du 28 novembre 1979 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 5è au 7è rang) ci-après désignés :

Kodzo, né le 28 décembre 1964
 Essi, née le 19 mars 1972.

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Ouverture de concours

Arrêté n° 17/MTFP du 6-1-81 — Un concours direct pour le recrutement de vingt-cinq (25) agents d'assiette du corps des fonctionnaires des contributions directes sera ouvert à Lomé et à Lama-Kara les 6 et 7 avril 1981 aux candidats des deux sexes, de nationalité togolaise, âgés de 18 ans au moins et de 35 ans au plus, à la date du concours, titulaires du brevet d'études du premier cycle du second degré, du brevet élémentaire ou d'un diplôme reconnu équivalent.

Ce concours comportera les épreuves suivantes :

- une composition française durée 3 heures (Coef. 3)
- une épreuve écrite de mathématique durée 3 heures (coef. 3)
- une interrogation écrite sur la géographie du Togo durée 1 heure (coef. 1)
- la rédaction d'une note sur l'organisation administrative du Togo, la législation financière ou fiscale durée 2 heures (coef. 2)
- une épreuve écrite de comptabilité commerciale durée 2 h (coef. 2).

Chaque épreuve est notée de 0 à 20. Toute note inférieure à 7 est éliminatoire. Une note unique d'écriture et de présentation de 0 à 20 avec coefficient 1 sera attribuée à l'ensemble des épreuves.

Les demandes qui seront adressées au ministre du travail et de la fonction publique avant le 6 mars 1981, délai de rigueur, comporteront les pièces suivantes :

- une demande manuscrite du candidat timbrée à 250 F
- une copie certifiée conforme du certificat de naissance ou toute autre pièce en tenant lieu
- un extrait du casier judiciaire datant de moins de trois mois
- un certificat de nationalité togolaise
- une copie certifiée conforme des diplômes obtenus
- un certificat médical datant de moins de trois mois.
- deux photos d'identité.

Les dossiers comportant le prénoms importés seront purement rejetés.

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

AVIS D'APPELS D'OFFRES

Le service des travaux publics lance un appel d'offres, qui annule et remplace l'appel d'offres n° 63/TP/BM du 27 janvier 1981, pour les travaux de réfection et d'entretien de tronçons de la route Sokodé — Lama-Kara.

Le délai d'exécution ne devra pas dépasser quatre (4) mois.

La participation à la concurrence est ouverte à égalité de conditions à toutes personnes physiques et morales ayant leur résidence au Togo et inscrite au registre du Commerce de Lomé.

Les soumissions devront parvenir par pli recommandé ou être remises contre récépissé à :

Monsieur le Président de la commission consultative des Marchés au plus tard le 18 Mars 1981 avant 11 heures locales.

Les exemplaires des dossiers d'appel d'offres pourront être consultés et retirés à la direction des travaux publics (arrondissement routes) : contre remise d'un bon de fourniture de 2 rouleaux de papier ozalid et 2 paquets duplicateur.

Lomé, le 17 février 1981

Le Directeur des Travaux Publics,

N. AYEVA

RECTIFICATIF à l'Appel d'Offres n° 711/TP/BM du 31-12-80 pour fourniture d'un tracteur à chenilles de 140 CV environ

1. — La remise des offres initialement prévue pour le 11-2-81 est repoussée au 25-2-81.

2. — La fiche de caractéristiques techniques est modifiée comme suit :

au lieu de

Lame type anglodozer avec vérin de tilt pour inclinaison

lire :

Lame type **droite** avec vérin de tilt pour inclinaison.

Lomé, le 9 février 1981

Le Directeur des Travaux Publics,

N. AYEVA

Avis de perte de titres fonciers

Avis est donné au public de la perte de la copie du titre foncier 6785 de la République Togolaise, appartenant à Madame Akoko (Damienne) Lawson, Revendeur se, demeurant à Lomé.

(Pour deuxième insertion)

Il est donné avis de perte du Titre Foncier N° 2128 T.T. Vol. XI F° 199, appartenant à Monsieur Emmanuel DJIKUNOO (Feu).

Pour deuxième insertion

NECROLOGIE

Le ministre du travail et de la fonction publique a le regret de faire part du décès de : M. Djiny Kondi Yal-tène, infirmier manipulateur-radio de 2e classe 3e échelon en service au CHR de Sokodé, survenu le 26 septembre 1980 à Sokodé.

M. Gbedehou Koffitsè, adjoint-technique d'agriculture de 2e classe 1er échelon en service à l'ARAC des savanes, survenu le 29 septembre 1980.

M. Lawovi Kossi Zuturu adjoint technique principal de classe exceptionnelle en service aux T.P. de Notsé n° mle 008730-C, survenu le 30 septembre 1980 à l'hôpital Bétherda d'Agou.

M. Gaba Ekué, gardien de Paix 5e échelon en service au commissariat central, survenu le 7 novembre 1980 à Lomé.

M. Odjih Nayoh Donkor, employé de bureau de 4e catégorie échelle A, en service au centre universitaire de Lomé, survenu le 8 novembre 1980 dans un accident de la circulation.